Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 91 del 17 aprile 2008 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 17 aprile 2008** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00186 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00198 ROMA - CENTRALINO 06 85081

N. 97/L

LEGGE 18 marzo 2008, n. **75.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione quadro dell'Organizzazione mondiale della sanità - OMS - per la lotta al tabagismo, fatta a Ginevra il 21 maggio 2003.

SOMMARIO

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 18 marzo 2008, n. **75.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione quadro dell'Organizzazione mondiale della sanità - OMS - per la lotta al tabagismo, fatta a Ginevra il 21 maggio 2003.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Autorizzazione alla ratifica

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione quadro dell'Organizzazione mondiale della sanità - OMS - per la lotta al tabagismo, fatta a Ginevra il 21 maggio 2003.

Art. 2.

Ordine di esecuzione

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 36 della Convenzione stessa.

Art. 3.

Copertura finanziaria

1. All'attuazione della presente legge si provvede nell'ambito delle risorse umane, strumentali e finanziarie previste a legislazione vigente, ivi comprese quelle di cui alla legge 26 febbraio 1987, n. 49, come rideterminate dalla Tabella C allegata alla legge 27 dicembre 2006, n. 296.

Art. 4.

Entrata in vigore

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 marzo 2008

Il Presidente del Senato della Repubblica nell'esercizio delle funzioni del Presidente della Repubblica, ai sensi dell'articolo 86 della Costituzione
MARINI

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
D'ALEMA, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* SCOTTI

Organisation mondiale de la Santé
Genève, Suisse

CONVENTION-CADRE DE L'OMS POUR LA LUTTE ANTITABAC

Organisation mondiale de la Santé

Préambule

Les Parties à la présente Convention,

Résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique,

Reconnaissant que la propagation de l'épidémie de tabagisme est un problème mondial aux conséquences sérieuses pour la santé publique qui appelle la coopération internationale la plus large possible et la participation de tous les pays à une action internationale efficace, adaptée et globale,

Se faisant l'écho de l'inquiétude que suscitent dans la communauté internationale les conséquences sanitaires, sociales, économiques et environnementales dévastatrices au plan mondial de la consommation de tabac et de l'exposition à la fumée du tabac,

Gravement préoccupées par l'augmentation de la consommation et de la production mondiales de cigarettes et d'autres produits du tabac, en particulier dans les pays en développement, ainsi que par la charge que cela représente pour les familles, les pauvres et les systèmes de santé nationaux,

Reconnaissant que des données scientifiques ont établi de manière irréfutable que la consommation de tabac et l'exposition à la fumée du tabac sont cause de décès, de maladie et d'incapacité, et qu'il existe un décalage entre l'exposition à la cigarette et l'utilisation d'autres produits du tabac et l'apparition des maladies liées au tabac,

Reconnaissant également que les cigarettes et certains autres produits contenant du tabac sont des produits très sophistiqués, qui visent à engendrer et à entretenir la dépendance, qu'un grand nombre des composés qu'ils contiennent et que la fumée qu'ils produisent sont pharmacologiquement actifs, toxiques, mutagènes et cancérigènes, et que la dépendance à l'égard du tabac fait l'objet d'une classification distincte en tant que trouble dans les grandes classifications internationales des maladies,

Conscientes qu'il existe des données scientifiques montrant clairement que l'exposition prénatale à la fumée du tabac a des répercussions indésirables sur la santé et le développement des enfants,

Profondément préoccupées par la forte augmentation de la consommation de cigarettes et des autres formes d'usage du tabac chez les enfants et les adolescents dans le monde entier, et en particulier par le fait que ceux-ci commencent à fumer de plus en plus jeunes,

Inquiètes de l'augmentation de la consommation de cigarettes et des autres formes d'usage du tabac chez les femmes et les jeunes filles partout dans le monde, et ayant à l'esprit la nécessité d'une pleine participation des femmes à tous les niveaux de l'élaboration et de la

mise en oeuvre des politiques ainsi que la nécessité de stratégies sexospécifiques de lutte antitabac,

Profondément préoccupées par les niveaux élevés de tabagisme et des autres formes de consommation du tabac par les peuples autochtones,

Sérieusement préoccupées par les effets de toutes les formes de publicité, de promotion et de parrainage visant à encourager l'usage des produits du tabac,

Reconnaissant qu'une action concertée est nécessaire pour éliminer toutes formes de commerce illicite des cigarettes et autres produits du tabac, y compris la contrebande, la fabrication illicite et la contrefaçon,

Reconnaissant que la lutte antitabac à tous les niveaux, et en particulier dans les pays en développement et les pays à économie en transition, exige des ressources financières et techniques suffisantes, proportionnelles aux besoins actuels et prévus des activités de lutte antitabac,

Reconnaissant la nécessité d'élaborer des mécanismes adaptés pour faire face aux répercussions sociales et économiques à long terme des stratégies de réduction de la demande de tabac,

Conscientes des difficultés économiques et sociales que les programmes de lutte antitabac peuvent engendrer à moyen et à long terme, dans certains pays en développement et pays à économie en transition, et reconnaissant qu'il leur faut une assistance technique et financière dans le cadre des stratégies de développement durable élaborées par eux,

Conscientes du travail très utile effectué par de nombreux Etats en matière de lutte antitabac et félicitant l'Organisation mondiale de la Santé de son rôle directeur, ainsi que les autres organisations et organismes du système des Nations Unies et les autres organisations intergouvernementales internationales et régionales des efforts déployés pour élaborer des mesures de lutte antitabac,

Soulignant la contribution particulière apportée par les organisations non gouvernementales et d'autres membres de la société civile sans liens avec l'industrie du tabac, y compris les associations de professionnels de la santé, les associations de femmes, de jeunes, de défenseurs de l'environnement et de consommateurs et les établissements d'enseignement et de santé, aux efforts de lutte antitabac aux niveaux national et international, et l'importance vitale de leur participation aux efforts nationaux et internationaux de lutte antitabac,

Reconnaissant la nécessité d'être vigilant face aux efforts éventuels de l'industrie du tabac visant à saper ou dénaturer les efforts de lutte antitabac et la nécessité d'être informé des activités de l'industrie du tabac qui ont des répercussions négatives sur les efforts de lutte antitabac,

Rappelant l'article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 16 décembre 1966, qui énonce le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle est capable d'atteindre,

Rappelant également le préambule de la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, qui stipule que la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale,

Résolues à promouvoir des mesures de lutte antitabac fondées sur les considérations scientifiques, techniques et économiques actuelles et pertinentes,

Rappelant que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 décembre 1979 dispose que les Etats Parties à ladite Convention prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine des soins de santé,

Rappelant en outre que la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989, dispose que les Etats Parties à ladite Convention reconnaissent le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible,

Sont convenues de ce qui suit:

PARTIE I: INTRODUCTION

Article premier
Emploi des termes

Aux fins de la présente Convention:

a) On entend par "commerce illicite" toute pratique ou conduite interdite par la loi, relative à la production, l'expédition, la réception, la possession, la distribution, la vente ou l'achat, y compris toute pratique ou conduite destinée à faciliter une telle activité.

b) On entend par "organisation d'intégration économique régionale" une organisation composée de plusieurs Etats souverains, et à laquelle ses Etats Membres ont donné compétence sur un certain nombre de questions, y compris le pouvoir de prendre des décisions ayant force obligatoire pour ses Etats Membres concernant ces questions.[1]

c) On entend par "publicité en faveur du tabac et promotion du tabac" toute forme de communication, recommandation ou action commerciale ayant pour but, effet ou effet vraisemblable de promouvoir directement ou indirectement un produit du tabac ou l'usage du tabac.

d) On entend par "lutte antitabac" toute une série de stratégies de réduction de l'offre, de la demande et des effets nocifs visant à améliorer la santé d'une population en éliminant ou en réduisant sa consommation de produits du tabac et l'exposition de celle-ci à la fumée du tabac.

e) On entend par "industrie du tabac" les entreprises de fabrication et de distribution en gros de produits du tabac et les importateurs de ces produits.

f) On entend par "produits du tabac" des produits fabriqués entièrement ou partiellement à partir de tabac en feuilles comme matière première et destinés à être fumés, sucés, chiqués ou prisés.

g) On entend par "parrainage du tabac" toute forme de contribution à tout événement, activité ou personne, ayant pour but, effet ou effet vraisemblable de promouvoir directement ou indirectement un produit du tabac ou l'usage du tabac.

---

[1] Le cas échéant, "national" se rapporte également aux organisations d'intégration économique régionales.

Article 2
Relations entre la présente Convention et d'autres accords et instruments juridiques

1. Afin de mieux protéger la santé humaine, les Parties sont encouragées à appliquer des mesures allant au-delà des dispositions de la Convention et de ses protocoles, et rien dans ces instruments n'empêche une Partie d'imposer des restrictions plus sévères si elles sont compatibles avec leurs dispositions et conformes au droit international.

2. Les dispositions de la Convention et de ses protocoles n'affectent en rien le droit d'une Partie de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux, y compris des accords régionaux ou sous-régionaux, sur les questions ayant trait à la Convention et à ses protocoles ou s'y rattachant, à condition que ces accords soient compatibles avec leurs obligations au titre de la Convention et de ses protocoles. La Partie concernée communique le texte de tels accords à la Conférence des Parties par l'intermédiaire du Secrétariat.

PARTIE II: OBJECTIF, PRINCIPES DIRECTEURS ET OBLIGATIONS GENERALES

Article 3
Objectif

L'objectif de la Convention et de ses protocoles est de protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux, environnementaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac et de l'exposition à la fumée du tabac en offrant un cadre pour la mise en oeuvre de mesures de lutte antitabac par les Parties aux niveaux national, régional et international, en vue de réduire régulièrement et notablement la prévalence du tabagisme et l'exposition à la fumée du tabac.

Article 4
Principes directeurs

Pour atteindre l'objectif de la présente Convention et de ses protocoles et en appliquer les dispositions, les Parties suivent notamment les principes directeurs énoncés ci-après:

1. Chacun doit être informé des conséquences pour la santé, du caractère dépendogène et du risque mortel de la consommation de tabac et de l'exposition à la fumée du tabac, et des mesures législatives, exécutives, administratives ou autres mesures efficaces doivent être envisagées au niveau gouvernemental approprié pour protéger tous les individus contre l'exposition à la fumée du tabac.

2. Un engagement politique fort est nécessaire pour élaborer et appuyer, aux niveaux national, régional et international, des mesures plurisectorielles complètes et des actions coordonnées, tenant compte:

a) de la nécessité de prendre des mesures pour protéger tous les individus contre l'exposition à la fumée du tabac;

b) de la nécessité de prendre des mesures pour éviter que les individus commencent à fumer, pour promouvoir et appuyer le sevrage et pour faire diminuer la consommation de produits du tabac sous toutes leurs formes;

c) de la nécessité de prendre des mesures pour encourager les autochtones et les communautés autochtones à participer à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à l'évaluation de programmes de lutte antitabac qui soient socialement et culturellement adaptés à leurs besoins et à leur manière de voir; et

d) de la nécessité de prendre des mesures pour tenir compte des risques sexospécifiques lors de l'élaboration des stratégies de lutte antitabac.

3. La coopération internationale, et en particulier le transfert de technologie, de connaissances et d'aide financière et la fourniture de compétences connexes pour établir et mettre en oeuvre des programmes de lutte antitabac efficaces, tenant compte des facteurs culturels locaux ainsi que de facteurs sociaux, économiques, politiques et juridiques, est un élément important de la Convention.

4. Des mesures et des ripostes multisectorielles globales pour réduire la consommation de tous les produits du tabac aux niveaux national, régional et international sont essentielles afin de prévenir, conformément aux principes de la santé publique, l'incidence des maladies et l'incapacité et les décès prématurés provoqués par la consommation de tabac et l'exposition à la fumée du tabac.

5. Les questions relatives à la responsabilité, telles que déterminées par chaque Partie dans les limites de sa compétence, sont un élément important d'une lutte antitabac globale.

6. Il faut reconnaître et prendre en compte l'importance d'une assistance technique et financière pour faciliter la reconversion économique des cultivateurs de tabac ainsi que des travailleurs dont les moyens de subsistance sont gravement compromis par l'application de programmes de lutte antitabac dans les pays en développement Parties et dans les Parties à économie en transition dans le cadre de stratégies de développement durable élaborées au niveau national.

7. La participation de la société civile est essentielle pour atteindre l'objectif de la Convention et de ses protocoles.

Article 5
Obligations générales

1. Chaque Partie élabore, met en oeuvre, actualise et examine périodiquement des stratégies et des plans et programmes nationaux multisectoriels globaux de lutte antitabac conformément aux dispositions de la Convention et des protocoles auxquels elle est Partie.

2. A cette fin, chaque Partie en fonction de ses capacités:

a) met en place ou renforce, et dote de moyens financiers, un dispositif national de coordination ou des points focaux nationaux pour la lutte antitabac; et

b) adopte et applique des mesures législatives, exécutives, administratives et/ou autres mesures efficaces et coopère, le cas échéant, avec d'autres Parties afin d'élaborer des politiques appropriées pour prévenir et réduire la consommation de tabac, l'addiction nicotinique et l'exposition à la fumée du tabac.

3. En définissant et en appliquant leurs politiques de santé publique en matière de lutte antitabac, les Parties veillent à ce que ces politiques ne soient pas influencées par les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac, conformément à la législation nationale.

4. Les Parties coopèrent en vue de formuler des propositions de mesures, de procédures et de lignes directrices pour la mise en oeuvre de la Convention et des protocoles auxquels elles sont Parties.

5. Les Parties coopèrent, le cas échéant, avec les organisations intergouvernementales internationales et régionales et autres organismes compétents afin d'atteindre les objectifs de la Convention et des protocoles auxquels elles sont Parties.

6. Les Parties, dans les limites des moyens et des ressources dont elles disposent, coopèrent pour obtenir les ressources financières nécessaires à la mise en oeuvre efficace de la Convention par le canal de dispositifs de financement bilatéraux et multilatéraux.

PARTIE III: MESURES RELATIVES A LA REDUCTION DE LA DEMANDE DE TABAC

Article 6
Mesures financières et fiscales visant à réduire la demande de tabac

1. Les Parties reconnaissent que les mesures financières et fiscales sont un moyen efficace et important de réduire la consommation de tabac pour diverses catégories de la population, en particulier les jeunes.

2 Sans préjudice du droit souverain des Parties de déterminer et de fixer leur politique fiscale, chaque Partie doit tenir compte de ses objectifs nationaux de santé en ce qui concerne la lutte antitabac et adopte ou maintient, selon le cas, des mesures pouvant comprendre:

a) l'application de politiques fiscales et, le cas échéant, de politiques des prix concernant les produits du tabac afin de contribuer aux objectifs de santé visant à réduire la consommation de tabac; et

b) l'interdiction ou la restriction, selon le cas, de la vente aux voyageurs internationaux, et/ou de l'importation par eux, de produits du tabac en franchise de droits et de taxes.

3. Les Parties indiquent les taux de taxation des produits du tabac et les tendances de la consommation de tabac dans les rapports périodiques qu'elles soumettent à la Conférence des Parties, conformément à l'article 21.

Article 7
Mesures autres que financières visant à réduire la demande de tabac

Les Parties reconnaissent que l'application de mesures autres que financières globales est un moyen efficace et important de réduire la consommation de tabac. Chaque Partie adopte et applique des mesures législatives, exécutives, administratives ou autres mesures efficaces nécessaires pour s'acquitter de ses obligations au titre des articles 8 à 13 et coopère en tant que de besoin avec les autres Parties, directement ou à travers les organismes internationaux compétents, en vue de les faire appliquer. La Conférence des Parties propose des directives appropriées pour l'application des dispositions contenues dans ces articles.

Article 8
Protection contre l'exposition à la fumée du tabac

1. Les Parties reconnaissent qu'il est clairement établi, sur des bases scientifiques, que l'exposition à la fumée du tabac entraîne la maladie, l'incapacité et la mort.

2. Chaque Partie adopte et applique, dans le domaine relevant de la compétence de l'État en vertu de la législation nationale, et encourage activement, dans les domaines où une autre compétence s'exerce, l'adoption et l'application des mesures législatives, exécutives, administratives et/ou autres mesures efficaces prévoyant une protection contre l'exposition à la fumée du tabac dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics intérieurs et, le cas échéant, d'autres lieux publics.

Article 9
Réglementation de la composition des produits du tabac

La Conférence des Parties, en consultation avec les organismes internationaux compétents, propose des directives pour les tests et l'analyse de la composition et des émissions des produits du tabac, et pour la réglementation de cette composition et de ces émissions. Chaque Partie adopte et applique, sous réserve de l'approbation des autorités nationales compétentes, des mesures législatives, exécutives, administratives ou autres mesures efficaces concernant ces tests et analyses et cette réglementation.

Article 10
Réglementation des informations sur les produits du tabac à communiquer

Chaque Partie, dans le respect de son droit national, adopte et applique des mesures législatives, exécutives, administratives ou autres mesures efficaces exigeant des fabricants et des importateurs de produits du tabac qu'ils communiquent aux autorités gouvernementales les informations relatives à la composition et aux émissions des produits du tabac. Chaque Partie adopte et applique en outre des mesures efficaces pour que soient communiquées au public des informations sur les constituants toxiques des produits du tabac et les émissions qu'ils sont susceptibles de produire.

Article 11
Conditionnement et étiquetage des produits du tabac

1. Chaque Partie, dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de la Convention en ce qui la concerne, adopte et applique conformément à sa législation nationale des mesures efficaces pour faire en sorte que:

a) le conditionnement et l'étiquetage des produits du tabac ne contribuent pas à la promotion d'un produit du tabac par des moyens fallacieux, tendancieux ou trompeurs, ou susceptibles de donner une impression erronée quant aux caractéristiques, effets sur la santé, risques ou émissions du produit, y compris des termes, descriptifs, marques commerciales, signes figuratifs ou autres qui donnent directement ou indirectement l'impression erronée qu'un produit du tabac particulier est moins nocif que d'autres, comme par exemple des termes tels que "à faible teneur en goudrons", "légère", "ultra-légère" ou "douce"; et

b) chaque paquet ou cartouche de produits du tabac et toutes les formes de conditionnement et d'étiquetage extérieurs de ces produits portent également des mises en garde sanitaires décrivant les effets nocifs de la consommation de tabac et peuvent inclure d'autres messages appropriés. Ces mises en garde et messages

a) sont approuvés par l'autorité nationale compétente,

b) sont utilisés tour à tour,

c) de grande dimension, clairs, visibles et lisibles,

d) devraient couvrir 50 % ou plus des faces principales mais pas moins de 30 %,

e) peuvent se présenter sous la forme de dessins ou de pictogrammes ou inclure de tels dessins ou pictogrammes.

2. Chaque paquet et cartouche de produits du tabac et toutes les formes de conditionnement et d'étiquetage extérieurs de ces produits, outre les mises en garde visées au paragraphe 1.b) du présent article, portent des informations sur les constituants et émissions pertinents des produits du tabac tels que définis par les autorités nationales.

3. Chaque Partie exige que les mises en garde et autres informations textuelles visées au paragraphe 1.b) et au paragraphe 2 du présent article apparaissent sur chaque paquet et cartouche de produits du tabac et sur toutes les formes de conditionnement et d'étiquetage extérieurs de ces produits dans sa ou ses langues principales.

4. Aux fins du présent article, l'expression "conditionnement et étiquetage extérieurs", à propos des produits du tabac, s'entend de toutes les formes de conditionnement et d'étiquetage utilisées dans la vente au détail du produit.

Article 12
Education, communication, formation et sensibilisation du public

Chaque Partie s'efforce de promouvoir et de renforcer la sensibilisation du public aux questions ayant trait à la lutte antitabac, en utilisant, selon qu'il conviendra, tous les outils de communication disponibles. A cette fin, chaque Partie adopte et applique des mesures législatives, exécutives, administratives ou autres mesures efficaces pour favoriser:

a) un large accès à des programmes efficaces et complets d'éducation et de sensibilisation du public aux risques sanitaires, y compris les caractéristiques dépendogènes de la consommation de tabac et de l'exposition à la fumée du tabac;

b) la sensibilisation du public aux risques pour la santé liés à la consommation de tabac et à l'exposition à la fumée du tabac, ainsi qu'aux avantages du sevrage tabagique et des modes de vie sans tabac, ainsi que le stipule l'article 14.2;

c) l'accès du public, conformément à la législation nationale, à un large éventail d'informations concernant l'industrie du tabac pertinentes au regard de l'objectif de la Convention;

d) des programmes de formation ou de sensibilisation et prise de conscience efficaces et appropriés en matière de lutte antitabac à l'intention des personnes telles que les agents de santé, les agents communautaires, les travailleurs sociaux, les professionnels des médias, les éducateurs, les décideurs, les administrateurs et autres personnes concernées;

e) la sensibilisation et la participation des organismes publics et privés et d'organisations non gouvernementales qui ne soient pas liés à l'industrie du tabac, lors de l'élaboration et de la mise en oeuvre de programmes et de stratégies intersectoriels de lutte antitabac; et

f) la sensibilisation du public aux informations concernant les conséquences sanitaires, économiques et environnementales préjudiciables de la production et de la consommation de tabac, et l'accès du public à ces informations.

Article 13
Publicité en faveur du tabac, promotion et parrainage

1. Les Parties reconnaissent que l'interdiction globale de la publicité, de la promotion et du parrainage réduira la consommation des produits du tabac.

2. Chaque Partie, dans le respect de sa constitution ou de ses principes constitutionnels, instaure une interdiction globale de toute publicité en faveur du tabac et de toute promotion et de tout parrainage du tabac. Cette interdiction, sous réserve du cadre juridique et des moyens techniques dont dispose cette Partie, inclut l'interdiction globale de la publicité, de la promotion et du parrainage transfrontières à partir de son territoire. A cet égard, dans les cinq années suivant l'entrée en vigueur de la Convention pour cette Partie, celle-ci adopte des mesures législatives, exécutives, administratives et/ou d'autres mesures appropriées et fait rapport conformément à l'article 21.

3. Une Partie qui est dans l'incapacité d'instaurer une interdiction globale du fait de sa constitution ou de ses principes constitutionnels impose des restrictions à toute publicité en faveur du tabac et à toute promotion et tout parrainage du tabac. Ces restrictions, sous réserve du cadre juridique et des moyens techniques dont dispose cette Partie, incluent des restrictions ou l'interdiction globale de la publicité, de la promotion et du parrainage à partir de son territoire ayant des effets transfrontières. A cet égard, chaque Partie adopte des mesures législatives, exécutives, administratives et/ou d'autres mesures appropriées et fait rapport conformément à l'article 21.

4. Comme mesure minimum, et dans le respect de sa constitution ou de ses principes constitutionnels, chaque Partie:

a) interdit toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage qui contribuent à promouvoir un produit du tabac par des moyens fallacieux, tendancieux ou trompeurs, ou susceptibles de donner une impression erronée quant aux caractéristiques, aux effets sur la santé, aux risques ou émissions du produit;

b) exige qu'une mise en garde sanitaire ou d'autres mises en garde ou messages appropriés accompagnent toute publicité en faveur du tabac et, le cas échéant, toute promotion et tout parrainage du tabac;

c) limite le recours à des mesures d'incitation directes ou indirectes qui encouragent l'achat de produits du tabac par le public;

d) si elle n'a pas imposé d'interdiction globale, exige de l'industrie du tabac qu'elle fasse connaître aux autorités gouvernementales compétentes les dépenses qu'elle consacre à la publicité, à la promotion et au parrainage encore non interdits. Ces autorités, dans les conditions fixées par la législation nationale, peuvent décider de rendre ces chiffres accessibles au public ainsi qu'à la Conférence des Parties, conformément à l'article 21;

e) impose une interdiction globale ou, si elle est dans l'incapacité d'imposer une interdiction globale du fait de sa constitution ou de ses principes constitutionnels, limite la publicité en faveur du tabac, ainsi que la promotion et le parrainage à la radio, à la

télévision, dans la presse écrite et, le cas échéant, dans d'autres médias tels que l'Internet, dans les cinq ans; et

f) interdit ou, si elle est dans l'incapacité d'interdire du fait de sa constitution ou de ses principes constitutionnels, limite le parrainage des manifestations ou des activités internationales et/ou des participants à ces manifestations ou activités.

5. Les Parties sont encouragées à appliquer des mesures allant au-delà des obligations énoncées au paragraphe 4.

6. Les Parties coopèrent à la mise au point de technologies et d'autres moyens nécessaires pour faciliter l'élimination de la publicité transfrontières.

7. Les Parties qui ont interdit certaines formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage ont le droit souverain d'interdire ces formes de publicité, de promotion et de parrainage transfrontières entrant dans leur territoire et d'imposer les mêmes sanctions que celles qui s'appliquent à la publicité, à la promotion et au parrainage, tant sur le plan intérieur qu'à partir de leur territoire, conformément à leur législation nationale. Le présent paragraphe n'entérine ni n'approuve aucune sanction spécifique.

8. Les Parties étudient l'élaboration d'un protocole définissant des mesures appropriées qui nécessitent une collaboration internationale en vue d'une interdiction globale de la publicité, de la promotion et du parrainage transfrontières.

Article 14
Mesures visant à réduire la demande en rapport avec la dépendance à l'égard du tabac et le sevrage tabagique

1. Chaque Partie élabore et diffuse des directives appropriées, globales et intégrées fondées sur des données scientifiques et sur les meilleures pratiques, en tenant compte du contexte et des priorités nationaux et prend des mesures efficaces pour promouvoir le sevrage tabagique et le traitement adéquat de la dépendance à l'égard du tabac.

2. A cette fin, chaque Partie s'efforce:

a) de concevoir et mettre en oeuvre des programmes efficaces visant à promouvoir le sevrage tabagique, dans des lieux comme les établissements d'enseignement, les établissements de santé, les lieux de travail et de pratique des sports;

b) d'inclure le diagnostic et le traitement de la dépendance à l'égard du tabac et les services de conseil sur le sevrage tabagique dans les programmes, plans et stratégies

nationaux de santé et d'éducation, avec la participation des agents de santé, des agents communautaires et des travailleurs sociaux, selon qu'il conviendra;

c) de mettre sur pied, dans les établissements de santé et les centres de réadaptation, des programmes de diagnostic, de conseil, de prévention et de traitement de la dépendance à l'égard du tabac; et

d) de collaborer avec les autres Parties afin de faciliter l'accès à un traitement de la dépendance à l'égard du tabac à un coût abordable, y compris aux produits pharmaceutiques, conformément à l'article 22. Ces produits et leurs composants peuvent comprendre des médicaments ou des produits utilisés pour administrer des médicaments et des diagnostics, le cas échéant.

PARTIE IV: MESURES RELATIVES A LA REDUCTION DE L'OFFRE DE TABAC

Article 15
Commerce illicite des produits du tabac

1. Les Parties reconnaissent que l'élimination de toutes les formes de commerce illicite de produits du tabac, y compris la contrebande, la fabrication illicite et la contrefaçon, et l'élaboration et la mise en oeuvre d'une législation nationale dans ce domaine, en sus des accords sous-régionaux, régionaux et mondiaux, constituent des aspects essentiels de la lutte antitabac.

2. Chaque Partie adopte et applique des mesures législatives, exécutives, administratives ou autres mesures efficaces pour faire en sorte que tous les paquets et cartouches de produits du tabac et toutes les formes de conditionnement extérieur de ces produits comportent une marque pour aider les Parties à déterminer l'origine des produits du tabac et, conformément à la législation nationale et aux accords bilatéraux ou multilatéraux pertinents, pour aider les Parties à déterminer le point où intervient le détournement et à surveiller, suivre et contrôler le mouvement des produits du tabac et leur statut en droit. En outre, chaque Partie:

a) exige que les paquets et cartouches de produits du tabac destinés à la vente au détail ou en gros sur son marché intérieur comportent l'indication "Vente autorisée uniquement en (inscrire le nom du pays, de la subdivision nationale, régionale ou fédérale)" ou toute autre marque appropriée indiquant la destination finale ou susceptible d'aider les autorités à déterminer si le produit est légalement en vente sur le marché intérieur; et

b) envisage, selon qu'il conviendra, la mise en place d'un régime pratique permettant de suivre et de retrouver la trace des produits de manière à rendre le système de distribution plus sûr et de contribuer aux enquêtes sur le commerce illicite.

3. Chaque Partie exige que l'information sur le conditionnement ou les marques visées au paragraphe 2 du présent article soit présentée lisiblement et/ou rédigée dans sa ou ses langues principales.

4. En vue d'éliminer le commerce illicite des produits du tabac, chaque Partie:

a) surveille le commerce transfrontières des produits du tabac, y compris le commerce illicite, recueille des données à ce sujet et assure l'échange d'informations entre les administrations douanières et fiscales et les autres administrations, selon qu'il conviendra et conformément à la législation nationale et aux accords bilatéraux ou multilatéraux applicables;

b) adopte ou renforce des mesures législatives, assorties des sanctions et des recours appropriés, contre le commerce illicite des produits du tabac, y compris des cigarettes de contrefaçon et de contrebande;

c) prend des mesures appropriées pour assurer la destruction de tout le matériel de fabrication et des cigarettes et autres produits du tabac de contrefaçon et de contrebande confisqués, au moyen si possible de méthodes respectueuses de l'environnement, ou leur élimination conformément à la législation nationale;

d) adopte et applique des mesures pour surveiller, vérifier et contrôler l'entreposage et la distribution des produits du tabac gardés ou circulant en franchise de droits ou de taxes dans le cadre de sa juridiction; et

e) adopte les mesures voulues pour permettre la confiscation des profits dérivés du commerce illicite des produits du tabac.

5. Les informations recueillies en application des paragraphes 4.a) et 4.d) du présent article doivent être fournies selon les besoins, par les Parties, sous forme agrégée, dans leurs rapports périodiques à la Conférence des Parties, conformément à l'article 21.

6. Les Parties encouragent, selon les besoins et conformément à leur législation nationale, la coopération entre les organismes nationaux, ainsi qu'entre les organisations intergouvernementales internationales et régionales compétentes, en ce qui concerne les enquêtes, les poursuites et les procédures, pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac. Une attention spéciale est accordée à la coopération aux niveaux régional et sous-régional pour lutter contre le commerce illicite des produits du tabac.

7. Chaque Partie s'efforce d'adopter et d'appliquer d'autres mesures, y compris l'octroi de licences, le cas échéant, pour contrôler ou réglementer la production et la distribution des produits du tabac afin de prévenir le commerce illicite.

Article 16
Vente aux mineurs et par les mineurs

1. Chaque Partie adopte et applique des mesures législatives, exécutives, administratives ou autres mesures efficaces au niveau gouvernemental approprié pour interdire la vente de produits du tabac aux personnes qui n'ont pas atteint l'âge prévu en droit interne ou fixé par la législation nationale, ou l'âge de dix-huit ans. Ces mesures peuvent comprendre:

a) l'exigence pour tous les vendeurs de produits du tabac d'afficher visiblement et en évidence dans leur point de vente un avis d'interdiction de la vente de tabac aux mineurs et, en cas de doute, de demander à chaque acheteur de prouver par des moyens appropriés qu'il a atteint l'âge légal;

b) l'interdiction de vendre des produits du tabac en les rendant directement accessibles, par exemple sur les étagères des magasins;

c) l'interdiction de la fabrication et de la vente de confiseries, en-cas, jouets ou autres objets ayant la forme de produits du tabac attrayants pour les mineurs; et

d) des mesures prises pour s'assurer que les distributeurs automatiques de produits du tabac placés sous sa juridiction ne soient pas accessibles aux mineurs et ne fassent pas de promotion pour la vente de ces produits aux mineurs.

2. Chaque Partie interdit la distribution gratuite de produits du tabac au public et surtout aux mineurs ou encourage cette interdiction.

3. Chaque Partie s'efforce d'interdire la vente de cigarettes à la pièce ou par petits paquets, ce qui facilite l'accès de ces produits aux mineurs.

4. Les Parties reconnaissent que, pour en accroître l'efficacité, les mesures visant à interdire la vente de produits du tabac aux mineurs devraient, selon qu'il convient, être appliquées conjointement avec les autres dispositions de la Convention.

5. Lorsqu'elle signe, ratifie, accepte ou approuve la Convention ou y adhère, ou à tout moment par la suite, une Partie peut, par une déclaration écrite ayant force obligatoire, indiquer qu'elle s'engage à interdire l'introduction de distributeurs automatiques de produits du tabac dans sa juridiction ou, le cas échéant, à proscrire totalement ces machines. La déclaration faite en vertu du présent article sera communiquée par le Dépositaire à toutes les Parties à la Convention.

6. Chaque Partie adopte et applique des mesures législatives, exécutives, administratives ou autres mesures efficaces, y compris des sanctions à l'encontre des vendeurs et des

distributeurs, afin d'assurer le respect des obligations énoncées aux paragraphes 1-5 du présent article.

7. Chaque Partie devrait adopter et appliquer, selon qu'il convient, des mesures législatives, exécutives, administratives ou autres mesures efficaces pour interdire les ventes de produits du tabac par les personnes qui n'ont pas atteint l'âge prévu en droit interne ou fixé par la législation nationale, ou l'âge de dix-huit ans.

Article 17
Fourniture d'un appui à des activités de remplacement économiquement viables

Les Parties s'efforcent, en coopérant entre elles et avec les organisations intergouvernementales internationales et régionales compétentes, de promouvoir, le cas échéant, des solutions de remplacement économiquement viables pour les cultivateurs, les travailleurs et, selon qu'il conviendra, les vendeurs.

PARTIE V: PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Article 18
Protection de l'environnement et de la santé des personnes

En s'acquittant de leurs obligations en vertu de la Convention, les Parties conviennent de tenir dûment compte, pour ce qui est de la culture du tabac et de la fabrication de produits du tabac sur leur territoire respectif, de la protection de l'environnement et de la santé des personnes eu égard à l'environnement.

PARTIE VI: QUESTIONS SE RAPPORTANT A LA RESPONSABILITE

Article 19
Responsabilité

1. Aux fins de la lutte antitabac, les Parties envisagent de prendre des mesures législatives ou de promouvoir les lois existantes, si nécessaire, en matière de responsabilité pénale et civile, y compris l'indemnisation le cas échéant.

2. Les Parties coopèrent pour échanger des informations par l'intermédiaire de la Conférence des Parties conformément à l'article 21, y compris:

a) des informations sur les effets sanitaires de la consommation de produits du tabac et de l'exposition à la fumée de tabac, conformément à l'article 20.3 a); et

b) des informations sur la législation et la réglementation en vigueur, ainsi que sur la jurisprudence pertinente.

3. Les Parties, selon qu'il conviendra et d'un commun accord, dans les limites fixées par la législation nationale, les politiques, les pratiques juridiques et les dispositions conventionnelles applicables, s'accordent une assistance juridique mutuelle pour toute procédure judiciaire relative à la responsabilité civile et pénale, dans le respect de la Convention.

4. La Convention n'affecte ou ne limite en rien les droits d'accès des Parties aux tribunaux d'autres Parties lorsque de tels droits existent.

5. La Conférence des Parties peut envisager, si possible, dans une phase initiale, compte tenu des travaux en cours dans les instances internationales compétentes, des questions liées à la responsabilité, y compris des approches internationales appropriées de ces questions et des moyens appropriés pour aider les Parties, à leur demande, dans leurs activités législatives et autres, conformément au présent article.

PARTIE VII: COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS

Article 20
Recherche, surveillance et échange d'informations

1. Les Parties s'engagent à développer et à promouvoir la recherche nationale et à coordonner des programmes de recherche aux niveaux régional et international dans le domaine de la lutte antitabac. A cette fin, chaque Partie s'efforce:

a) d'entreprendre, directement ou par l'intermédiaire des organisations intergouvernementales internationales et régionales et autres organismes compétents, des activités de recherche et d'évaluation scientifique, et d'y coopérer, en encourageant la recherche sur les déterminants et les conséquences de la consommation de tabac et de l'exposition à la fumée du tabac, ainsi que la recherche de cultures de substitution; et

b) de promouvoir et de renforcer, avec l'appui des organisations intergouvernementales internationales et régionales et autres organismes compétents, la formation et le soutien de tous ceux qui participent à des activités de lutte antitabac, y compris la recherche, la mise en oeuvre et l'évaluation.

2. Les Parties mettent en place, selon le cas, des programmes de surveillance nationale, régionale et mondiale de l'ampleur, des tendances, des déterminants et des conséquences de la consommation de tabac et de l'exposition à la fumée du tabac. A cette fin, les Parties intègrent les programmes de surveillance du tabagisme aux programmes de surveillance de la santé aux niveaux national, régional et mondial afin que les données soient comparables et puissent être analysées aux niveaux régional et international, le cas échéant.

3. Les Parties reconnaissent l'importance de l'aide financière et technique des organisations intergouvernementales internationales et régionales et autres organismes. Chaque Partie s'efforce:

a) de mettre en place progressivement un système national de surveillance épidémiologique de la consommation de tabac et des indicateurs sociaux, économiques et sanitaires y relatifs;

b) de coopérer avec les organisations intergouvernementales internationales et régionales et autres organismes compétents, y compris les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, à la surveillance régionale et mondiale du tabac et à l'échange d'informations sur les indicateurs visés au paragraphe 3.a) du présent article; et

c) de coopérer avec l'Organisation mondiale de la Santé à l'élaboration de lignes directrices ou de procédures générales pour recueillir, analyser et diffuser les données de surveillance en rapport avec le tabac.

4. Les Parties, sous réserve de leur législation nationale, encouragent et facilitent l'échange d'informations scientifiques, techniques, socio-économiques, commerciales et juridiques du domaine public, ainsi que d'informations concernant les pratiques de l'industrie du tabac et la culture du tabac en rapport avec la Convention, en tenant compte des besoins spéciaux des pays en développement Parties et des Parties à économie en transition et en prenant des mesures à cet égard. Chaque Partie s'efforce:

a) d'établir progressivement et de maintenir une base de données actualisée concernant les lois et règlements sur la lutte antitabac et, le cas échéant, un ensemble d'informations sur leur application, ainsi que sur la jurisprudence pertinente, et de coopérer à la mise sur pied de programmes de lutte antitabac aux niveaux régional et mondial;

b) d'établir progressivement et de maintenir une base de données actualisée concernant les programmes de surveillance nationaux, conformément au paragraphe 3 a) du présent article; et

c) de coopérer avec les organisations internationales compétentes pour mettre en place progressivement et maintenir un système mondial chargé de recueillir et de diffuser régulièrement des informations sur la production de tabac, la fabrication de produits du tabac et les activités de l'industrie du tabac qui ont un impact sur la Convention ou sur les activités nationales de lutte antitabac.

5. Les Parties devront coopérer, au sein des organisations intergouvernementales internationales et régionales et des institutions financières et de développement dont ils sont membres, pour promouvoir et encourager la fourniture de ressources techniques et financières au Secrétariat afin d'aider les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition à s'acquitter de leurs obligations en matière de recherche, de surveillance et d'échange d'informations.

Article 21
Notification et échange d'informations

1. Chaque Partie soumet à la Conférence des Parties, par l'intermédiaire du Secrétariat, des rapports périodiques sur la mise en oeuvre de la Convention, qui devront inclure:

a) des informations sur les mesures législatives, exécutives, administratives ou toutes autres mesures prises pour la mise en oeuvre de la Convention;

b) des informations, le cas échéant, sur les difficultés ou obstacles qu'elle a rencontrés dans la mise en oeuvre de la Convention, et sur les mesures prises pour surmonter ces derniers;

c) des informations, le cas échéant, sur l'aide financière et technique fournie ou reçue pour des activités de lutte antitabac;

d) des informations sur la surveillance et la recherche ainsi qu'il est spécifié à l'article 20; et

e) les informations précisées aux articles 6.3, 13.2, 13.3 13.4 d), 15.5 et 19.2.

2. La fréquence et la forme des rapports présentés par l'ensemble des Parties sont déterminées par la Conférence des Parties. Chaque Partie établit son rapport initial dans les deux années suivant l'entrée en vigueur de la Convention pour cette Partie.

3. La Conférence des Parties, conformément aux articles 22 et 26, examine les dispositions pour aider les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition, qui en font la demande, à s'acquitter de leurs obligations aux termes du présent article.

4. La notification et l'échange d'informations au titre de la Convention sont régis par le droit national relatif à la confidentialité et à la vie privée. Les Parties protègent, comme convenu entre elles, toute information confidentielle qui est échangée.

Article 22
Coopération dans les domaines scientifique, technique et juridique et fourniture de compétences connexes

1. Les Parties coopèrent directement ou par l'intermédiaire des organismes internationaux compétents pour renforcer leur capacité de s'acquitter des obligations découlant de la Convention, en tenant compte des besoins des pays en développement Parties et des Parties à économie en transition. Cette coopération facilite, dans les conditions convenues d'un commun accord, le transfert de compétences techniques, scientifiques et juridiques et de technologie pour établir et renforcer les stratégies, les plans et les programmes nationaux de lutte antitabac visant notamment:

a) à favoriser la mise au point, le transfert et l'acquisition de technologies, de connaissances, de compétences et de capacités liées à la lutte antitabac;

b) à fournir des compétences techniques, scientifiques et juridiques ou autres pour établir et renforcer les stratégies, les plans et les programmes nationaux de lutte antitabac destinés à mettre en oeuvre la Convention, notamment:

i) en aidant, sur demande, à l'élaboration d'une base législative solide ainsi que de programmes techniques visant notamment à dissuader les personnes de commencer à fumer, à les encourager à cesser de fumer et à les protéger contre l'exposition à la fumée du tabac;

ii) en aidant, le cas échéant, les travailleurs du tabac à trouver d'autres moyens de subsistance appropriés économiquement et juridiquement viables d'une manière économiquement et juridiquement viable; et

iii) en aidant, le cas échéant, les cultivateurs de tabac à passer à d'autres cultures d'une manière économiquement viable;

c) à appuyer des programmes de formation ou de sensibilisation bien conçus adaptés au personnel concerné, conformément à l'article 12;

d) à mettre à disposition, le cas échéant, le matériel, les équipements et les fournitures, ainsi que le soutien logistique nécessaires aux stratégies, plans et programmes de lutte antitabac;

e) à définir des méthodes de lutte antitabac, y compris pour le traitement complet de l'addiction nicotinique; et

f) à promouvoir, le cas échéant, la recherche visant à rendre le coût du traitement complet de l'addiction nicotinique plus abordable.

2. La Conférence des Parties encourage et facilite le transfert de compétences techniques, scientifiques et juridiques et de technologie avec le soutien financier obtenu selon les modalités prévues à l'article 26.

PARTIE VIII: DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET RESSOURCES FINANCIERES

Article 23
Conférence des Parties

1. Il est institué une Conférence des Parties. La première session de la Conférence sera convoquée par l'Organisation mondiale de la Santé un an au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention. La Conférence déterminera le lieu et la date des sessions ordinaires ultérieures à sa première session.

2. Des sessions extraordinaires de la Conférence des Parties peuvent avoir lieu à tout autre moment si la Conférence le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que, dans les six mois suivant sa communication auxdites Parties par le Secrétariat de la Convention, cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties.

3. La Conférence des Parties adoptera son règlement intérieur par consensus à sa première session.

4. La Conférence des Parties adoptera par consensus son propre règlement financier qui sera également applicable au financement des organes subsidiaires qu'elle pourrait établir ainsi que des dispositions financières qui régiront le fonctionnement du Secrétariat. A chacune de ses sessions ordinaires, elle adopte un budget pour l'exercice financier prenant fin à sa session ordinaire suivante.

5. La Conférence des Parties examine régulièrement l'application de la Convention et prend les décisions nécessaires pour en promouvoir la mise en oeuvre efficace; elle peut adopter des protocoles, des annexes et des amendements à la Convention, conformément aux articles 28, 29 et 33. A cette fin, la Conférence:

a) encourage et facilite l'échange d'informations, conformément aux articles 20 et 21;

b) encourage et oriente l'élaboration et l'amélioration périodique de méthodologies comparables pour la recherche et la collecte de données, en plus de celles qui sont prévues à l'article 20, concernant la mise en oeuvre de la Convention;

c) encourage, selon qu'il convient, l'élaboration, l'application et l'évaluation de stratégies, de plans et de programmes, ainsi que de politiques, de lois et autres mesures;

d) examine les rapports soumis par les Parties conformément à l'article 21 et adopte des rapports périodiques sur la mise en oeuvre de la Convention;

e) encourage et facilite la mobilisation de ressources financières pour la mise en oeuvre de la Convention, conformément à l'article 26;

f) crée les organes subsidiaires nécessaires pour atteindre l'objectif de la Convention;

g) requiert, selon les besoins, les services, la coopération et les informations fournis par les organisations et organes compétents et pertinents du système des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales internationales et régionales, et organisations et organes non gouvernementaux afin de renforcer la mise en oeuvre de la Convention; et

h) étudie d'autres actions, le cas échéant, pour atteindre l'objectif de la Convention, à la lumière de l'expérience acquise dans la mise en oeuvre de celle-ci.

6. La Conférence des Parties fixe les critères de participation des observateurs à ses débats.

Article 24
Secrétariat

1. La Conférence des Parties désignera un secrétariat permanent et organisera son fonctionnement. La Conférence des Parties s'efforcera de s'acquitter de cette tâche à sa première session.

2. Jusqu'à ce qu'un secrétariat permanent soit désigné et établi, les fonctions de secrétariat de la présente Convention seront assurées par l'Organisation mondiale de la Santé.

3. Les fonctions du Secrétariat sont les suivantes:

a) organiser les sessions de la Conférence des Parties et de tout organe subsidiaire, et leur fournir les services nécessaires;

b) transmettre les rapports qu'il reçoit conformément à la Convention;

c) aider les Parties qui en font la demande, et en particulier les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition, à compiler et à communiquer les informations requises conformément aux dispositions de la Convention;

d) établir des rapports sur ses activités en vertu de la Convention sous l'autorité de la Conférence des Parties et les soumettre à la Conférence des Parties;

e) assurer, sous l'autorité de la Conférence des Parties, la coordination nécessaire avec les organisations intergouvernementales internationales et régionales et autres organismes compétents;

f) prendre, sous l'autorité de la Conférence des Parties, les dispositions administratives ou contractuelles nécessaires à l'accomplissement efficace de ses fonctions; et

g) s'acquitter des autres fonctions de secrétariat précisées par la Convention et par l'un quelconque de ses protocoles, ainsi que des autres fonctions qui pourront lui être assignées par la Conférence des Parties.

Article 25
Relations entre la Conférence des Parties et les organisations intergouvernementales

Afin d'assurer la coopération technique et financière requise pour atteindre l'objectif de la présente Convention, la Conférence des Parties peut solliciter la coopération des organisations intergouvernementales internationales et régionales compétentes, y compris des institutions financières et de développement.

Article 26
Ressources financières

1. Les Parties reconnaissent le rôle important que jouent les ressources financières pour atteindre l'objectif de la présente Convention.

2. Chaque Partie fournit un appui financier en faveur des activités nationales visant à atteindre l'objectif de la Convention, conformément aux plans, priorités et programmes nationaux.

3. Les Parties encouragent, le cas échéant, l'utilisation des voies bilatérales, régionales, sous-régionales et autres voies multilatérales pour fournir des fonds destinés à l'élaboration et au renforcement des programmes complets et multisectoriels de lutte antitabac des pays en développement Parties et des Parties à économie en transition. Des solutions de rechange économiquement viables à la production de tabac, et notamment la diversification des cultures, doivent donc être envisagées et soutenues dans le cadre de stratégies de développement durable élaborées au niveau national.

4. Les Parties représentées dans les organisations intergouvernementales internationales et régionales compétentes et les institutions financières et de développement encouragent ces entités à fournir une assistance financière aux pays en développement Parties et aux Parties à économie en transition afin de les aider à s'acquitter de leurs obligations en vertu de la Convention, sans limitation du droit à la participation au sein de ces organisations.

5. Les Parties sont convenues que:

a) pour permettre aux Parties de s'acquitter de leurs obligations en vertu de la Convention, toutes les ressources potentielles et existantes pertinentes, qu'elles soient financières, techniques ou autres, tant publiques que privées, qui sont disponibles pour les activités de lutte antitabac doivent être mobilisées et utilisées en faveur de toutes les Parties, surtout des pays en développement et des pays à économie en transition;

b) le Secrétariat conseille les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition, sur leur demande, au sujet des sources de financement existantes afin de les aider à exécuter leurs obligations en vertu de la Convention;

c) sur la base d'une étude entreprise par le Secrétariat et d'autres informations pertinentes, la Conférence des Parties examine à sa première session les sources et les mécanismes d'assistance existants et potentiels, et détermine dans quelle mesure elles sont adéquates;

d) la Conférence des Parties tient compte des résultats de cet examen pour déterminer s'il y a lieu de renforcer les mécanismes existants ou de créer un fonds mondial de contributions volontaires ou tout autre mécanisme de financement approprié en vue de canaliser des ressources supplémentaires, si nécessaire, vers les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition, et les aider ainsi à atteindre les objectifs de la Convention.

PARTIE IX: REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 27
Règlement des différends

1. Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Parties à propos de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, les Parties concernées s'efforcent de le régler par les voies diplomatiques, par la négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix, y compris en recourant aux bons offices ou à la médiation d'un tiers ou à la conciliation. En cas d'échec, les Parties en cause restent tenues de poursuivre leurs efforts en vue de parvenir à un règlement.

2. Lorsqu'il ratifie, accepte, approuve ou confirme formellement la Convention ou y adhère, ou à tout moment par la suite, tout Etat ou toute organisation d'intégration économique régionale peut déclarer par écrit au Dépositaire qu'il accepte comme étant obligatoire de soumettre un différend qui n'est pas réglé conformément au paragraphe 1 du présent article à un arbitrage ad hoc, conformément aux procédures adoptées par consensus par la Conférence des Parties.

3. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'égard de tout protocole entré les Parties audit protocole, sauf s'il en est disposé autrement dans ledit protocole.

PARTIE X: ELABORATION ULTERIEURE DE LA CONVENTION

Article 28
Amendements à la présente Convention

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention. Ces amendements sont examinés par la Conférence des Parties.

2. Les amendements à la Convention sont adoptés par la Conférence des Parties. Le texte de tout amendement proposé à la Convention est communiqué par le Secrétariat aux Parties six mois au moins avant la session à laquelle il est proposé pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la Convention et, pour information, au Dépositaire.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus au sujet de tout amendement proposé à la Convention. Si tous les efforts en ce sens ont été épuisés et si un accord ne s'est pas dégagé, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes à la session. Aux fins du présent article, on entend par Parties présentes et votantes les Parties présentes et votant pour ou

contre. Tout amendement adopté est communiqué par le Secrétariat au Dépositaire qui le transmet à toutes les Parties pour acceptation.

4. Les instruments d'acceptation des amendements sont déposés auprès du Dépositaire. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 du présent article entre en vigueur entre les Parties l'ayant accepté le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception, par le Dépositaire, des instruments d'acceptation déposés par les deux tiers au moins des Parties à la Convention.

5. L'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par ladite Partie, auprès du Dépositaire, de son instrument d'acceptation de l'amendement.

Article 29
Adoption et amendement des annexes à la présente Convention

1. Les annexes à la présente Convention et les amendements y relatifs sont proposés, adoptés et entrent en vigueur selon la procédure décrite à l'article 28.

2. Les annexes à la Convention font partie intégrante de celle-ci et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la présente Convention est aussi une référence auxdites annexes.

3. Les annexes ne contiendront que des listes, des formulaires et divers autres éléments de description relatifs aux questions procédurales, scientifiques, techniques où administratives.

PARTIE XI: DISPOSITIONS FINALES

Article 30
Réserves

Aucune réserve ne pourra être faite à la présente Convention.

Article 31
Dénonciation

1. A tout moment après l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard d'une Partie, ladite Partie peut dénoncer la Convention par notification écrite donnée au Dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle le Dépositaire en aura reçu notification, ou à toute autre date ultérieure qui serait spécifiée dans la notification.

3. Toute Partie qui aura dénoncé la Convention est réputée avoir dénoncé également tout protocole auquel elle est Partie.

Article 32
Droit de vote

1. Chaque Partie à la présente Convention dispose d'une voix, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article.

2. Les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote dans les domaines relevant de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats Membres qui sont Parties à la Convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si l'un quelconque de leurs Etats Membres exerce le sien, et inversement.

Article 33
Protocoles

1. Toute Partie peut proposer des protocoles. Ces propositions sont examinées par la Conférence des Parties.

2. La Conférence des Parties peut adopter des protocoles à la présente Convention. Tout est mis en oeuvre pour adopter ces protocoles par consensus. Si tous les efforts en vue de parvenir à un consensus ont été épuisés et qu'aucun accord n'est intervenu, le protocole est en dernier recours adopté à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes à la session. Aux fins du présent article, on entend par Parties présentes et votantes les Parties présentes votant pour ou contre le protocole.

3. Le texte de tout protocole proposé est communiqué par le Secrétariat aux Parties six mois au moins avant la session à laquelle il est proposé pour adoption.

4. Seules les Parties à la Convention peuvent être Parties à un protocole.

5. Les protocoles à la Convention n'ont force obligatoire que pour les Parties aux protocoles en question. Seules les Parties à un protocole peuvent prendre des décisions sur des questions intéressant exclusivement ledit protocole.

6. Les conditions d'entrée en vigueur de tout protocole sont régies par ledit instrument.

Article 34
Signature

La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Membres de l'Organisation mondiale de la Santé et des Etats qui ne sont pas Membres de l'Organisation mondiale de la Santé mais sont Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des organisations d'intégration économique régionale, au Siège de l'Organisation mondiale de la Santé à Genève du 16 juin 2003 au 22 juin 2003, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 30 juin 2003 au 29 juin 2004.

Article 35
Ratification, acceptation, approbation, confirmation formelle ou adhésion

1. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à l'adhésion des Etats et à la confirmation formelle ou à l'adhésion des organisations d'intégration économique régionale. Elle sera ouverte à l'adhésion dès le lendemain du jour où elle cessera d'être ouverte à la signature. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Toute organisation d'intégration économique régionale qui devient Partie à la Convention, sans qu'aucun de ses Etats Membres n'y soit Partie, est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs Etats Membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention, l'organisation et ses Etats Membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention. En pareil cas, l'organisation et les Etats Membres ne sont pas habilités à exercer simultanément leurs droits au titre de la Convention.

3. Les organisations d'intégration économique régionale dans leurs instruments de confirmation formelle, ou dans leurs instruments d'adhésion, indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention. Ces organisations notifient également toute modification importante de l'étendue de leurs compétences au Dépositaire qui en informe à son tour les Parties.

Article 36
Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion auprès du Dépositaire.

2. A l'égard de chacun des Etats qui ratifie, accepte ou approuve la Convention, ou y adhère, après que les conditions énoncées au paragraphe 1 du présent article en ce qui concerne

l'entrée en vigueur ont été remplies, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt, par ledit Etat, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. A l'égard de chacune des organisations d'intégration économique régionale déposant un instrument de confirmation formelle ou un instrument d'adhésion après que les conditions énoncées au paragraphe 1 du présent article en ce qui concerne l'entrée en vigueur ont été remplies, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt, par ladite organisation, de son instrument de confirmation formelle ou d'adhésion.

4. Aux fins du présent article, aucun des instruments déposés par une organisation d'intégration économique régionale ne doit être considéré comme venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats Membres de ladite organisation.

Article 37
Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera le Dépositaire de la présente Convention et des amendements y relatifs et des protocoles et annexes adoptés conformément aux articles 28, 29 et 33.

Article 38
Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

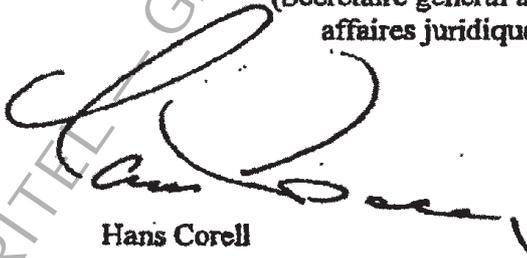
EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à GENEVE le vingt et un mai deux mille trois.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy in the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish languages of the WHO Framework Convention on Tobacco Control done at Geneva on 21 May 2003.

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme en anglais, arabe, chinois, espagnol et français et russe de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac fait à Genève le 21 mai 2003.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General
for Legal Affairs)

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint aux
affaires juridiques)

Hans Corell

United Nations, New York
13 June 2003

Organisation des Nations Unies
New York, le 13 juin 2003

Traduzione non ufficiale

Convenzione-quadro dell'Organizzazione Mondiale della Sanità per la lotta al tabagismo

Preambolo

Le Parti alla presente Convenzione,

Decise ad accordare la priorità al loro diritto di proteggere la salute pubblica,

Riconoscendo che la propagazione dell'epidemia di tabagismo è un problema mondiale dalle gravi conseguenze per la salute pubblica, che richiede la più vasta cooperazione internazionale e la partecipazione di tutti i paesi ad un'azione internazionale efficace, adeguata e coordinata,

Facendosi portavoce della preoccupazione che suscitano nella comunità internazionale le conseguenze sanitarie, sociali, economiche ed ambientali devastatrici a livello mondiale del consumo di tabacco e dell'esposizione al fumo del tabacco,

Estremamente preoccupate per l'aumento del consumo e della produzione mondiale di sigarette e di altri prodotti derivanti dal tabacco, in particolare nei paesi in via di sviluppo, nonché per l'onere che cio' rappresenta per le famiglie, i poveri ed i sistemi sanitari nazionali,

Riconoscendo che i dati scientifici hanno stabilito in maniera irrefutabile che il consumo di tabacco e l'esposizione al fumo del tabacco sono causa di decesso, malattia ed inabilità e che esiste un divario temporale tra l'esposizione alla sigaretta e l'utilizzo di altri prodotti del tabacco e la comparsa delle malattie legate al tabacco,

Riconoscendo altresi' che le sigarette ed altri prodotti contenenti tabacco sono prodotti molto sofisticati, che mirano a creare e ad intrattenere la dipendenza, che molti degli elementi che contengono e il fumo che producono sono farmacologicamente attivi, tossici, mutageni e cancerogeni, e che la dipendenza nei confronti del tabacco è oggetto di una classificazione distinta, altrimenti confusa nelle grandi classificazioni internazionali delle malattie,

Consapevoli che esistono dati scientifici che mostrano chiaramente che l'esposizione prenatale al fumo del tabacco ha delle ripercussioni indesiderabili sulla salute e lo sviluppo dei bambini.

Profondamente preoccupate per il forte aumento del consumo di sigarette e delle altre forme di uso del tabacco nei bambini e negli adolescenti ovunque nel mondo, ed in particolare per il fatto che questi cominciano a fumare sempre più giovani.

Inquiete per l'aumento del consumo di sigarette e delle altre forme d'uso del tabacco nelle donne e nelle ragazze ovunque nel mondo, e tenendo presente la necessità di una piena partecipazione delle donne a tutti i livelli dell'elaborazione e dell'attuazione delle politiche, nonché la necessità di strategie di lotta al tabagismo differenziate per donne e uomini,

Profondamente preoccupate per gli elevati livelli di tabagismo e delle altre forme di consumo del tabacco da parte delle popolazioni autoctone,

Seriamente preoccupate per gli effetti di tutte le forme di pubblicità, promozione e sponsorizzazione tendenti ad incoraggiare l'uso dei prodotti del tabacco,

Riconoscendo che è necessaria un'azione concertata per eliminare qualsiasi forma di commercio illecito delle sigarette e di altri prodotti del tabacco, compreso il contrabbando, la fabbricazione illecita e la contraffazione,

Riconoscendo che la lotta al tabagismo a tutti i livelli, ed in particolare nei paesi in via di sviluppo e nei paesi ad economia in transizione, esige risorse finanziarie e tecniche sufficienti, proporzionali ai bisogni attuali e futuri delle attività di lotta al tabagismo,

Riconoscendo la necessità di elaborare meccanismi adeguati per affrontare le ripercussioni sociali ed economiche a lungo termine delle strategie di riduzione della domanda di tabacco,

Consapevoli delle difficoltà economiche e sociali che i programmi di lotta al tabagismo possono comportare a medio e a lungo termine in certi paesi in via di sviluppo e in paesi ad economia in transizione, e riconoscendo che occorre loro un'assistenza tecnica e finanziaria nel quadro delle strategie di sviluppo durevole da loro elaborate,

Consapevoli del lavoro molto utile effettuato da numerosi Stati in materia di lotta al tabagismo e congratulandosi con l'Organizzazione Mondiale della Sanità per il suo ruolo direttivo, nonché con le altre organizzazioni ed organismi del sistema delle Nazioni Unite e con le altre organizzazioni intergovernative internazionali e regionali per gli sforzi effettuati per elaborare misure di lotta al tabagismo,

Sottolineando il particolare contributo delle organizzazioni non governative e di altri membri della società civile senza legami con l'industria del tabacco, comprese le associazioni di professionisti della salute, le associazioni di donne, giovani, difensori dell'ambiente e dei consumatori e gli istituti di insegnamento e della sanità, negli sforzi di lotta al tabagismo a livello nazionale ed internazionale, e l'importanza vitale della loro partecipazione agli sforzi nazionali e internazionali nella lotta al tabagismo,

Riconoscendo la necessità di essere vigilanti di fronte agli eventuali sforzi dell'industria del tabacco tendenti a minare o a snaturare gli sforzi della lotta al tabagismo e la necessità di essere informati sulle attività dell'industria del tabacco che hanno ripercussioni negative sugli sforzi della lotta al tabagismo,

Ricordando l'articolo 12 del Patto internazionale relativo ai diritti economici, sociali e culturali, adottato dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 16 dicembre 1966, che enuncia il diritto di

ogni persona di godere del miglior stato di salute fisico e mentale che sia essa in grado di raggiungere,

Ricordando altresì il preambolo della Costituzione dell'Organizzazione Mondiale della Sanità, che stipula che il possesso del miglior stato di salute che sia in grado di raggiungere costituisce uno dei diritti fondamentali di ogni essere umano, qualunque siano la sua razza, la sua religione, le sue opinioni politiche, la sua condizione economica o sociale,

Decise a promuovere misure di lotta al tabagismo fondate sulle considerazioni scientifiche, tecniche ed economiche attuali e pertinenti,

Ricordando che la Convenzione sull'eliminazione di tutte le forme di discriminazione nei confronti delle donne adottata dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 18 dicembre 1979 stabilisce che gli Stati Parte alla suddetta Convenzione adottino tutte le misure appropriate per eliminare la discriminazione nei confronti delle donne nel campo delle cure sanitarie,

Ricordando inoltre che la Convenzione relativa ai diritti del bambino, adottata dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 20 novembre 1989, stabilisce che gli Stati Parte alla suddetta Convenzione riconoscano il diritto del bambino di godere del miglior stato possibile di salute,

Convengono quanto segue

PARTE I: INTRODUZIONE

Articolo 1
Utilizzo dei termini

Ai fini della presente Convenzione:

a) Si intende per "commercio illecito" ogni pratica o condotta vietata dalla legge, relativa alla produzione, spedizione, ricezione, possesso, distribuzione, vendita o acquisto, compresa ogni pratica o condotta destinata a favorire tale attività.

b) Si intende per "organizzazione d'integrazione economica regionale" un'organizzazione composta da diversi Stati sovrani e alla quale i suoi Stati membri hanno conferito la competenza su un certo numero di questioni, compreso il potere di adottare decisioni vincolanti per i suoi Stati membri riguardanti tali questioni.[1]

c) Si intende per "pubblicità in favore del tabacco e promozione del tabacco" ogni forma di comunicazione, raccomandazione o azione commerciale avente come scopo, effetto o effetto verosimile quello di promuovere direttamente o indirettamente un prodotto del tabacco o l'uso del tabacco.

d) Si intende per "lotta al tabagismo" tutta una serie di strategie di riduzione dell'offerta, della domanda e degli effetti nocivi tendenti a migliorare la salute di una popolazione eliminando o

[1] All'occorrenza, "nazionale" si riferisce anche alle organizzazioni d'integrazione economica regionali.

riducendo il suo consumo di prodotti del tabacco e l'esposizione di quest'ultima al fumo del tabacco.

e) Si intende per "industria del tabacco" le imprese di fabbricazione e di distribuzione all'ingrosso di prodotti del tabacco e gli importatori di tali prodotti.

f) Si intende per "prodotti del tabacco" dei prodotti fabbricati interamente o parzialmente a partire dal tabacco in foglie come materia prima e destinati ad essere fumati, succhiati, masticati o fiutati.

g) Si intende per "sponsorizzazione del tabacco" ogni forma di contributo a qualsiasi avvenimento, attività o persona, avente come scopo, effetto o effetto verosimile quello di promuovere direttamente o indirettamente un prodotto del tabacco o l'uso del tabacco.

Articolo 2
Relazioni tra la presente Convenzione e altri accordi e strumenti giuridici

1. Al fine di proteggere al meglio la salute umana, le Parti sono incoraggiate ad applicare misure che vadano al di là delle disposizioni della presente Convenzione e dei suoi protocolli, e nulla in questi strumenti osta a che una Parte imponga restrizioni più severe, se sono compatibili con le loro disposizioni e conformi al diritto internazionale.

2. Le disposizioni della Convenzione e dei suoi protocolli non compromettono assolutamente il diritto di una Parte di concludere accordi bilaterali o multilaterali, compresi accordi regionali o sub-regionali, sulle questioni rientranti nell'ambito della Convenzione e dei suoi protocolli o che vi si possano ricondurre, a condizione che tali accordi siano compatibili con i loro obblighi derivanti dalla presente Convenzione e dai suoi protocolli. La Parte interessata comunica il testo di tali accordi alla Conferenza delle Parti a mezzo del Segretariato.

PARTE II: OBIETTIVO, PRINCIPI DIRETTIVI E OBBLIGHI GENERALI

Articolo 3
Obiettivo

L'obiettivo della presente Convenzione e dei suoi Protocolli è quello di proteggere le generazioni presenti e future contro gli effetti sanitari, sociali, ambientali ed economici devastatori del consumo di tabacco e dell'esposizione al fumo del tabacco offrendo un quadro per l'attuazione di misure di lotta al tabagismo delle Parti a livello nazionale, regionale e internazionale, al fine di ridurre gradatamente e sensibilmente la prevalenza del tabagismo e l'esposizione al fumo del tabacco.

Articolo 4
Principi direttivi

Per raggiungere l'obiettivo della presente Convenzione e dei suoi Protocolli e applicarne le disposizioni, le Parti seguono in particolare i seguenti principi direttivi:

1. Ogni persona deve essere informata delle conseguenze per la salute, della dipendenza e del rischio mortale derivanti dal consumo di tabacco e dall'esposizione al fumo del tabacco, e misure legislative, esecutive, amministrative o altre misure efficaci devono essere previste all'appropriato livello governativo per proteggere tutte le persone contro l'esposizione al fumo del tabacco.

2. E' necessario un forte impegno politico per elaborare e sostenere, a livello nazionale, regionale e internazionale, misure plurisettoriali complete ed azioni coordinate, tenuto conto:

a) della necessità di adottare misure per proteggere tutte le persone contro l'esposizione al fumo del tabacco:

b) della necessità di adottare misure per evitare che le persone comincino a fumare, per promuovere e sostenere la disintossicazione e per fare diminuire il consumo di prodotti del tabacco sotto tutte le forme:

c) della necessità di adottare misure per incoraggiare gli autoctoni e le comunità autoctone a partecipare all'elaborazione, all'attuazione e alla valutazione di programmi di lotta contro il tabagismo che siano socialmente e culturalmente adeguati ai loro bisogni e alle loro idee; e

d) della necessità di adottare misure per tenere conto dei rischi specifici per l'uomo e per la donna, al momento dell'elaborazione delle strategie di lotta contro il tabagismo.

3. Un importante elemento della Convenzione è la cooperazione internazionale, ed in particolare il trasferimento di tecnologia, conoscenze e aiuto finanziario e la fornitura di competenze connesse per stabilire e attuare programmi efficaci di lotta contro il tabagismo, tenendo conto dei fattori culturali locali nonché dei fattori sociali, economici, politici e giuridici.

4. Sono essenziali misure e risposte multisettoriali globali per ridurre il consumo di tutti i prodotti del tabacco a livello nazionale, regionale e internazionale per prevenire, conformemente ai principi della salute pubblica, l'incidenza delle malattie e l'inabilità ed i decessi prematuri, provocati dal consumo di tabacco e dall'esposizione al fumo del tabacco.

5. Le questioni legate alla responsabilità, così' come determinate da ogni Parte nei limiti della sua competenza, sono un elemento importante per una completa lotta contro il tabagismo.

6. Occorre riconoscere e prendere in considerazione l'importanza di un'assistenza tecnica e finanziaria per favorire la riconversione economica dei coltivatori di tabacco nonché dei lavoratori i cui mezzi di sussistenza sono gravemente compromessi dall'applicazione di programmi di lotta al tabagismo negli Stati Parte in via di sviluppo e negli Stati Parte ad economia in transizione, nel quadro di strategie di sviluppo durevole elaborate a livello nazionale.

7. La partecipazione della società civile è essenziale per raggiungere l'obiettivo della Convenzione e dei suoi protocolli.

Articolo 5
Obblighi generali

1. Ogni Parte elabora, attua, aggiorna ed esamina periodicamente strategie, piani e programmi nazionali multisettoriali completi di lotta al tabagismo, conformemente alle disposizioni della presente Convenzione e ai protocolli ai quali essa è Parte.

2. A tale scopo, ogni Parte, in funzione delle sue capacità:

a) crea o rafforza, e munisce di mezzi finanziari, un dispositivo nazionale di coordinamento o dei punti focali nazionali per la lotta al tabagismo; e

b) adotta e applica misure legislative, esecutive, amministrative e/o altre misure efficaci e coopera, se del caso, con altre Parti per elaborare politiche appropriate per prevenire e ridurre il consumo di tabacco, la dipendenza alla nicotina e l'esposizione al fumo del tabacco.

3. Definendo ed applicando le loro politiche di salute pubblica in materia di lotta al tabagismo, le Parti fanno in modo che tali politiche non siano influenzate dagli interessi commerciali e di altro tipo dell'industria del tabacco, conformemente alla legislazione nazionale.

4. Le Parti cooperano per formulare delle proposte di misure, procedure e linee direttive per l'attuazione della Convenzione e dei protocolli ai quali esse sono Parte.

5. Le Parti cooperano, all'occorrenza, con le organizzazioni intergovernative internazionali e regionali e altri organismi competenti per realizzare gli obiettivi della Convenzione e dei protocolli ai quali esse sono Parte.

6. Le Parti, nei limiti dei mezzi e delle risorse di cui dispongono, cooperano per ottenere le risorse finanziarie necessarie all'efficace attuazione della Convenzione, attraverso meccanismi di finanziamento bilaterali e multilaterali.

PARTE III: MISURE RELATIVE ALLA RIDUZIONE DELLA DOMANDA DI TABACCO

Articolo 6
Misure finanziarie e fiscali tendenti a ridurre la domanda di tabacco

1. Le Parti riconoscono che le misure finanziarie e fiscali sono un mezzo efficace ed importante per ridurre il consumo di tabacco per diverse categorie della popolazione, in particolare i giovani.

2. Fatto salvo il diritto delle Parti di determinare e di fissare la loro politica fiscale, ogni Parte deve tenere conto dei suoi obiettivi nazionali di salute per quel che riguarda la lotta al tabagismo e adotta o mantiene, a seconda dei casi, delle misure che possono comprendere:

a) l'applicazione di politiche fiscali e, all'occorrenza, di politiche dei prezzi riguardanti i prodotti del tabacco al fine di contribuire al raggiungimento degli obiettivi di salute tendenti a ridurre il consumo di tabacco; e

b) il divieto o la restrizione, a seconda dei casi, della vendita ai viaggiatori internazionali e/o dell'importazione da parte di essi, di prodotti del tabacco in esenzione da dazi.

3. Le Parti indicano le aliquote di tassazione dei prodotti del tabacco e le tendenze del consumo di tabacco nei rapporti periodici che esse presentano alla Conferenza delle Parti, conformemente all'articolo 21.

Articolo 7
Misure diverse da quelle finanziarie tendenti a ridurre la domanda di tabacco

Le Parti riconoscono che l'applicazione di misure diverse da quelle finanziarie complete è un mezzo efficace ed importante per ridurre il consumo di tabacco. Ogni parte adotta ed applica misure legislative, esecutive, amministrative o altre misure efficaci necessarie per adempiere agli obblighi contemplati dagli articoli da 8 a 13 e coopera, in caso di necessità, con le altre Parti, direttamente o attraverso organismi internazionali competenti, per farli applicare. La Conferenza delle Parti propone direttive appropriate per l'applicazione delle disposizioni contenute in quegli articoli.

Articolo 8
Protezione contro l'esposizione al fumo del tabacco

1. Le Parti riconoscono che è chiaramente stabilito, su basi scientifiche, che l'esposizione al fumo del tabacco provoca la malattia, l'inabilità e la morte.

2. Ogni Parte adotta ed applica, nell'ambito di competenza dello Stato in virtù della propria legislazione interna, e incoraggia attivamente, in ambiti in cui è esercitata un'altra competenza, l'adozione e l'applicazione delle misure legislative, esecutive, amministrative e/o altre misure efficaci che prevedono una protezione contro l'esposizione al fumo del tabacco sui luoghi di lavoro chiusi, nei trasporti pubblici, in luoghi pubblici chiusi e, se del caso, altri luoghi pubblici.

Articolo 9
Regolamentazione della composizione dei prodotti del tabacco

La Conferenza delle Parti, in consultazione con gli organismi internazionali competenti, propone delle direttive per i controlli e l'analisi della composizione e delle emissioni dei prodotti del tabacco, e per la regolamentazione di tale composizione e di tali emissioni. Ogni Parte adotta e applica, su approvazione delle autorità nazionali competenti, misure legislative, esecutive, amministrative e altre misure efficaci riguardanti tali controlli ed analisi e tale regolamentazione.

Articolo 10
Regolamentazione delle informazioni che devono figurare sui prodotti del tabacco

Ogni Parte, nel rispetto del suo diritto interno, adotta e applica misure legislative, esecutive, amministrative o altre misure efficaci che esigono dai fabbricanti e dagli importatori di prodotti del tabacco che comunichino alle autorità governative le informazioni relative alla composizione e alle emissioni dei prodotti del tabacco. Inoltre, ogni Parte adotta ed applica misure efficaci affinché siano comunicate al pubblico informazioni sui componenti tossici dei prodotti del tabacco e le emissioni che producono.

Articolo 11
Confezionamento ed etichettatura dei prodotti del tabacco

1. Ogni Parte, entro tre anni dall'entrata in vigore della presente Convenzione per quel che la riguarda, adotta ed applica, conformemente alla sua legislazione interna, misure efficaci per fare in modo che:

a) il confezionamento e l'etichettatura dei prodotti del tabacco non contribuiscano alla promozione di un prodotto del tabacco con mezzi fallaci, tendenziosi o ingannevoli, o suscettibili di dare un'impressione errata quanto alle caratteristiche, agli effetti sulla salute, ai rischi o alle emissioni del prodotto, compresi i termini, le descrizioni, i marchi commerciali, le rappresentazioni figurative o altro che diano direttamente o indirettamente l'impressione errata che un particolare prodotto del tabacco sia meno nocivo di altri. come per esempio termini come "con basso tenore di catrame", "leggera" o "ultra-leggera" o "dolca"; e

b) ogni pacchetto o stecca di prodotti del tabacco e tutte le forme di confezionamento ed etichettatura esterni di tali prodotti comportano altresi' avvertenze sanitarie descrivendo gli effetti nocivi del consumo di tabacco e potendo inserire altri messaggi appropriati. Queste avvertenze e messaggi

- i) sono approvati dall'autorità nazionale competente,
- ii) sono utilizzati di volta in volta.
- iii) sono in caratteri grandi, chiari, visibili e leggibili,
- iv) dovrebbero coprire il 50% o più dei lati principali ma non meno del 30%,
- v) possono presentarsi sottoforma di disegni o pittogrammi o comprendere tali disegni o pittogrammi.

2. Ogni pacchetto e stecca di prodotti del tabacco e tutte le forme di confezionamento e di etichettatura esterni di questi prodotti, oltre alle avvertenze di cui al paragrafo 1.b) del presente articolo, riportano informazioni sui componenti e sulle emissioni relativi ai prodotti del tabacco, cosi' come definiti dalle autorità nazionali.

3. Ogni parte esige che le avvertenze e altre informazioni testuali di cui al paragrafo 1.b) e al paragrafo 2 del presente articolo appaiano su ogni pacchetto e stecca di prodotti del tabacco e su

tutte le forme di confezionamento e di etichettatura esterni di tali prodotti nella sua o nelle sue lingue principali.

4. Ai fini del presente articolo, con l'espressione "confezionamento e etichettatura esterni", a proposito dei prodotti del tabacco, si intendono tutte le forme di confezionamento e di etichettatura utilizzate nella vendita al dettaglio del prodotto.

Articolo 12
Educazione, comunicazione, formazione e sensibilizzazione del pubblico

Ogni Parte si sforza di promuovere e di rafforzare la sensibilizzazione del pubblico ai problemi legati alla lotta al tabagismo, utilizzando, a seconda del caso, tutti gli strumenti di comunicazione disponibili. A tale scopo, ogni parte adotta e applica misure legislative esecutive, amministrative o altre misure efficaci per favorire:

a) un vasto accesso a programmi efficaci e completi di educazione e sensibilizzazione del pubblico ai rischi sanitari, compreso il fatto che il consumo di tabacco e l'esposizione al fumo di tabacco crea dipendenza;

b) la sensibilizzazione del pubblico ai rischi per la salute legati al consumo di tabacco e all'esposizione al fumo del tabacco, nonché ai vantaggi della disintossicazione dal tabacco e dei modi di vita senza tabacco, come stipula l'articolo 14.2;

c) l'accesso del pubblico conformemente alla legislazione nazionale, ad un vasto ventaglio di informazioni riguardanti l'industria del tabacco, legate all'obiettivo della presente Convenzione;

d) programmi di formazione o di sensibilizzazione e consapevolezza efficaci e appropriati, in materia di lotta al tabagismo, destinati a persone come gli operatori della salute, gli operatori comunitari, i lavoratori sociali, i professionisti dei mass media, gli educatori, i responsabili delle decisioni, gli amministratori e altre persone interessate;

e) la sensibilizzazione e la partecipazione degli organismi pubblici e privati e di organizzazioni non governative che non siano legati all'industria del tabacco, al momento dell'elaborazione e dell'attuazione di programmi e di strategie intersettoriali di lotta al tabagismo; e

f) la sensibilizzazione del pubblico alle informazioni riguardanti le conseguenze sanitarie, economiche e ambientali dannose legate alla produzione e al consumo del tabacco, e l'accesso del pubblico a tali informazioni.

Articolo 13
Pubblicità in favore del tabacco, promozione e sponsorizzazione

1. Le Parti riconoscono che il divieto globale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione ridurrà il consumo dei prodotti del tabacco.

2. Ogni Parte, nel rispetto della propria Costituzione o dei suoi principi costituzionali, instaura un divieto totale di qualsiasi pubblicità in favore del tabacco o di qualsiasi promozione e

sponsorizzazione del tabacco. Tale divieto, tenuto conto del quadro giuridico e dei mezzi tecnici di cui dispone questa Parte, comprende il divieto totale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione transfrontaliera a partire dal suo territorio. A tale riguardo, entro cinque anni dall'entrata in vigore della Convenzione per questa Parte, quest'ultima adotta misure legislative, esecutive, amministrative e/o altre misure appropriate e presenta un rapporto conformemente all'articolo 21.

3. Una Parte che non è in grado di instaurare un divieto totale a causa della sua costituzione o dei suoi principi costituzionali impone restrizioni a qualsiasi pubblicità in favore del tabacco e a qualsiasi promozione e sponsorizzazione del tabacco. Tali restrizioni, tenuto conto del quadro giuridico e dei mezzi tecnici di cui dispone questa Parte, comprendono restrizioni o il divieto totale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione a partire dal suo territorio con effetti transfrontalieri. A tale riguardo, ogni Parte adotta misure legislative, esecutive e/o altre misure appropriate e presenta un rapporto conformemente all'articolo 21.

4. Come misura minima e, nel rispetto della propria Costituzione o dei suoi principi costituzionali, ogni Parte:

a) vieta tutte le forme di pubblicità in favore del tabacco, di promozione e di sponsorizzazione che contribuiscono a promuovere un prodotto del tabacco con mezzi fallaci, tendenziosi o ingannevoli, o suscettibili di dare un'impressione errata quanto alle caratteristiche, agli effetti sulla salute, ai rischi o alle emissioni del prodotto;

b) esige che un'avvertenza sanitaria o altre avvertenze o messaggi appropriati accompagnino ogni pubblicità in favore del tabacco e, se del caso, ogni promozione e sponsorizzazione del tabacco;

c) limita il ricorso a misure d'incitazione dirette o indirette che incoraggiano l'acquisto di prodotti del tabacco da parte del pubblico;

d) se non ha imposto un divieto totale, esige che l'industria del tabacco informi le autorità governative competenti sulle spese che essa dedica alla pubblicità, alla promozione e alla sponsorizzazione non ancora vietate. Tali autorità, in base alle condizioni stabilite dalla legislazione interna, possono decidere di rendere tali cifre accessibili al pubblico nonché alla Conferenza delle Parti, conformemente all'articolo 21;

e) impone un divieto totale o, se non è in grado di imporre un divieto totale a causa della sua costituzione o dei suoi principi costituzionali, limita la pubblicità del tabacco, come pure la promozione e la sponsorizzazione alla radio, alla televisione, nella stampa scritta e, se del caso, in altri mass media come Internet, entro cinque anni; e

f) vieta o, se non è in grado di imporre un divieto totale a causa della sua costituzione o dei suoi principi costituzionali, limita la sponsorizzazione delle manifestazioni o delle attività internazionali o dei partecipanti a queste manifestazioni o attività.

5. Le Parti sono incoraggiate ad applicare misure che vadano al di là degli obblighi enunciati nel paragrafo 4.

6. Le Parti cooperano alla realizzazione di tecnologie ed altri mezzi necessari per favorire l'eliminazione della pubblicità transfrontaliera.

7. Le Parti che hanno vietato alcune forme di pubblicità in favore del tabacco, di promozione e di sponsorizzazione hanno il diritto sovrano di vietare tali forme di pubblicità, di promozione e di sponsorizzazione transfrontaliere che entrano sul loro territorio e di imporre le stesse sanzioni che si applicano alla pubblicità, alla promozione e alla sponsorizzazione, sia sul piano interno che a partire dal loro territorio, conformemente alla loro legislazione interna. Il presente paragrafo non stabilisce né approva alcuna sanzione specifica.

8. Le Parti studiano l'elaborazione di un protocollo che definisca misure appropriate che necessitano una collaborazione internazionale al fine di giungere ad un divieto totale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione transfrontaliere.

Articolo 14
Misure tendenti a ridurre la domanda in rapporto alla dipendenza dal tabacco e la disintossicazione dal tabacco

1. Ogni Parte elabora e diffonde direttive appropriate, complete e integrate fondate su dati scientifici e sulle migliori pratiche, tenendo conto del contesto e delle priorità nazionali e adotta misure efficaci per promuovere la disintossicazione dal tabacco e l'adeguato trattamento della dipendenza nei confronti del tabacco.

2. A tale scopo, ogni Parte si sforza:

a) di concepire ed attuare programmi efficaci tendenti a promuovere la disintossicazione dal tabacco, in luoghi come gli istituti scolastici e sanitari, i luoghi di lavoro e di pratica dello sport;

b) d'inserire nei programmi, piani e strategie nazionali della salute e dell'educazione la diagnosi ed il trattamento della dipendenza dal tabacco ed i servizi di consulenza sulla disintossicazione, con la partecipazione degli operatori del settore sanitario, degli agenti comunitari e dei lavoratori sociali, a seconda dei casi;

c) di avviare, negli istituti sanitari e nei centri di rieducazione, programmi di diagnosi, di consulenza, di prevenzione e di cura della dipendenza dal tabacco; e

d) di collaborare con le altre Parti al fine di favorire l'accesso ad una cura della dipendenza dal tabacco ad un costo abbordabile, compresi i prodotti farmaceutici, conformemente all'articolo 22. Tali prodotti ed i loro componenti possono comprendere dei farmaci o dei prodotti utilizzati per somministrare dei farmaci e delle diagnosi, se del caso.

PARTE IV: MISURE RELATIVE ALLA RIDUZIONE DELL'OFFERTA DI TABACCO

Articolo 15
Commercio illecito dei prodotti del tabacco[1]

1. Le Parti riconoscono che l'eliminazione di tutte le forme di commercio illecito di prodotti del tabacco, compresi il contrabbando, la fabbricazione illecita e la contraffazione, e l'elaborazione e l'attuazione di una legislazione nazionale in questo campo, oltre agli accordi sub-regionali, regionali e mondiali, costituiscono aspetti essenziali della lotta al tabagismo.

2. Ogni Parte adotta e applica misure legislative, esecutive, amministrative o altre misure efficaci per fare in modo che tutti i pacchetti e le stecche di prodotti del tabacco e tutte le forme di confezionamento esterno di questi prodotti comportino un marchio per aiutare le Parti a determinare l'origine dei prodotti del tabacco e, conformemente alla legislazione nazionale e agli accordi bilaterali o multilaterali pertinenti, per aiutare le Parti a determinare il punto in cui avviene l'illecito e a sorvegliare, seguire e controllare il movimento dei prodotti del tabacco e la loro situazione legale. Inoltre, ogni Parte:

a) esige che i pacchetti e le stecche di prodotti del tabacco destinati alla vendita al dettaglio o all'ingrosso sul suo mercato interno comportino la dizione "*Vendita autorizzata unicamente in (indicare il nome del paese, della suddivisione nazionale, regionale o federale)*" o ogni altra annotazione appropriata che indichi la destinazione finale o suscettibile di aiutare le autorità a determinare se il prodotto è legalmente in vendita sul mercato interno; e

b) prevede, a seconda dei casi, l'instaurazione di un regime pratico che permetta di seguire e ritrovare traccia dei prodotti in modo da rendere il sistema di distribuzione più sicuro e di contribuire alle inchieste sul commercio illecito.

3. Ogni Parte esige che l'informazione sul confezionamento o sulle annotazioni di cui al paragrafo 2 del presente articolo sia presentata in modo leggibile e/o redatta nella sua o nelle sue lingue principali.

4. Al fine di eliminare il commercio illecito dei prodotti del tabacco, ogni Parte:

a) sorveglia il commercio transfrontaliero dei prodotti del tabacco, compreso il commercio illecito, raccoglie dati a tale riguardo e assicura lo scambio di informazioni tra le amministrazioni doganali e fiscali e le altre amministrazioni, a seconda dei casi e conformemente alla legislazione interna e agli accordi bilaterali o multilaterali applicabili;

[1] L'adozione di un primo protocollo sul commercio illecito dei prodotti del tabacco ha suscitato grandi dibattiti durante tutto il processo di pre-negoziato e di negoziato poi. Il negoziato di tale protocollo potrebbe essere avviato dall'organo intergovernativo di negoziazione immediatamente dopo l'adozione della convenzione quadro oppure, successivamente, dalla Conferenza delle Parti

b) adotta e rafforza misure legislative, accompagnate da sanzioni e ricorsi appropriati, contro il commercio illecito dei prodotti del tabacco, compreso quello delle sigarette di contraffazione e di contrabbando;

c) adotta misure appropriate per assicurare la distruzione di tutto il materiale di fabbricazione e delle sigarette ed altri prodotti del tabacco di contraffazione e di contrabbando sequestrati, possibilmente attraverso metodi rispettosi dell'ambiente, o la loro eliminazione conformemente alla legislazione interna;

d) adotta ed applica misure per sorvegliare, verificare e controllare il deposito e la distribuzione dei prodotti del tabacco conservati o che circolano in esenzione da dazi o da imposta nel quadro della sua giurisdizione; e

e) adotta le misure necessarie per permettere la confisca dei profitti derivati dal commercio illecito dei prodotti del tabacco.

5. Le informazioni raccolte in applicazione dei paragrafi 4.a) e 4.d) del presente articolo devono essere fornite secondo le esigenze, dalle Parti, sottoforma aggregata, nei loro rapporti periodici alla Conferenza delle Parti, conformemente all'articolo 21.

6. Le Parti incoraggiano, a seconda delle esigenze e conformemente alla loro legislazione interna, la cooperazione tra gli organismi nazionali, nonché fra le organizzazioni intergovernative internazionali e regionali, relativamente alle inchieste, alle azioni giudiziarie e alle procedure, per eliminare il commercio illecito dei prodotti del tabacco. Speciale attenzione è accordata alla cooperazione a livello regionale e sub-regionale per lottare contro il commercio illecito dei prodotti del tabacco.

7. Ogni Parte si sforza di adottare ed applicare altre misure, compreso il rilascio di licenze, se del caso, per controllare o regolamentare la produzione e la distribuzione dei prodotti del tabacco per prevenire il commercio illecito.

Articolo 16
Vendita ai minori e da parte dei minori

1. Ogni Parte adotta e applica misure legislative, esecutive, amministrative o altre misure efficaci a livello governativo appropriato per vietare la vendita di prodotti del tabacco alle persone che non hanno raggiunto l'età prevista nel diritto interno o fissata dalla legislazione nazionale, o l'età di diciotto anni. Tali misure possono comprendere:

a) l'esigenza per tutti i venditori di prodotti del tabacco di esporre in modo visibile e in evidenza nel loro punto di vendita un avviso di divieto della vendita di tabacco ai minori e, in caso di dubbio, di richiedere ad ogni acquirente di provare con mezzi appropriati che ha raggiunto l'età legale;

b) il divieto di vendere prodotti del tabacco rendendoli direttamente accessibili, per esempio sulle scaffalature dei negozi;

c) il divieto di fabbricazione e di vendita di dolciumi, merendine, giocattoli o altri oggetti aventi la forma di prodotti del tabacco attrattivi per i minori; e

d) misure adottate per assicurarsi che i distributori automatici di prodotti del tabacco posti sotto la sua giurisdizione non siano accessibili ai minori e non facciano promozione per la vendita di questi prodotti ai minori.

2. Ogni Parte vieta la distribuzione gratuita di prodotti del tabacco al pubblico e soprattutto ai minori o incoraggia tale divieto.

3. Ogni Parte si sforza di vietare la vendita di sigarette sfuse o in piccoli pacchetti, il che facilita l'accesso di tali prodotti ai minori.

4. Le Parti riconoscono che, per accrescerne l'efficacia, le misure tendenti a vietare la vendita di prodotti del tabacco ai minori dovrebbero, a seconda dei casi, essere applicate congiuntamente alle altre disposizioni della presente Convenzione.

5. All'atto della firma, della ratifica, dell'accettazione o approvazione della Convenzione o dell'adesione, o in un qualsiasi momento successivo, una Parte può indicare, con dichiarazione scritta vincolante, che essa si impegna a vietare l'introduzione di distributori automatici di prodotti del tabacco nella sua giurisdizione o, se del caso, a bandire totalmente tali macchine. La dichiarazione fatta in virtù del presente articolo sarà comunicata dal Depositario a tutte le Parti alla Convenzione.

6. Ogni Parte adotta misure legislative, esecutive, amministrative o altre misure efficaci, comprese sanzioni contro venditori e distributori, per assicurare il rispetto degli obblighi enunciati nei paragrafi da 1 a 5 del presente articolo.

7. Ogni Parte dovrebbe adottare e applicare, a seconda dei casi, misure legislative, esecutive, amministrative o altre misure efficaci per vietare le vendite di prodotti del tabacco da parte di persone che non hanno raggiunto l'età prevista dal diritto interno o fissata dalla legislazione nazionale, o l'età di diciotto anni.

Articolo 17
Sostegno ad attività di sostituzione economicamente valide

Le Parti si sforzano, cooperando fra di esse e con le organizzazioni intergovernative internazionali e regionali competenti, di promuovere, all'occorrenza, soluzioni di sostituzione economicamente valide per i coltivatori, i lavoratori e, a seconda dei casi, i venditori.

PARTE V: SALVAGUARDIA DELL'AMBIENTE

Articolo 18
Salvaguardia dell'ambiente e della salute delle persone

Adempiendo ai loro obblighi in virtù della presente Convenzione, le Parti convengono di tenere debitamente conto, per quel che riguarda la coltura del tabacco e della fabbricazione di prodotti del

tabacco sui loro rispettivi territori, della salvaguardia dell'ambiente e della salute delle persone con riguardo all'ambiente.

PARTE VI: QUESTIONI LEGATE ALLA RESPONSABILITA'

Articolo 19
Responsabilità

1. Ai fini della lotta al tabagismo, le Parti prevedono di adottare delle misure legislative o di promuovere le leggi in vigore, se necessario, in materia di responsabilità penale e civile, compreso l'indennizzo, se del caso.

2. Le Parti cooperano per scambiarsi informazioni attraverso la Conferenza delle Parti conformemente all'articolo 21, comprese:

a) informazioni sugli effetti sulla salute del consumo di prodotti del tabacco e dell'esposizione al fumo di tabacco, conformemente all'articolo 20.3 a); e

b) informazioni sulla legislazione e sulla regolamentazione in vigore, nonché sulla giurisprudenza pertinente.

3. Le parti, a seconda dei casi e di comune accordo, entro i limiti stabiliti dalla legislazione nazionale, dalle politiche, dalla prassi giuridica e dalle disposizioni convenzionali applicabili, si prestano reciproca assistenza giuridica per ogni procedura giudiziaria relativa alla responsabilità civile e penale, nel rispetto della presente Convenzione.

4. La Convenzione non sminuisce o non limita affatto i diritti d'accesso delle Parti ai tribunali di altre Parti quando esistono tali diritti.

5. La Conferenza delle Parti puo' prevedere, se possibile, in una fase iniziale, tenuto conto dei lavori in corso in seno alle istanze internazionali competenti, delle questioni legate alla responsabilità, compresi approcci internazionali appropriati di tali questioni e mezzi adeguati per aiutare le Parti, su loro richiesta, nelle loro attività legislative e di altro tipo, conformemente al presente articolo.

PARTE VII: COOPERAZIONE SCIENTIFICA E TECNICA E COMUNICAZIONE DI INFORMAZIONI

Articolo 20
Ricerca, sorveglianza e scambio di informazioni

1. Le Parti si impegnano a sviluppare e a promuovere la ricerca nazionale e a coordinare programmi di ricerca a livello regionale e internazionale nell'ambito della lotta al tabagismo. A tale scopo, ogni Parte si sforza:

a) di intraprendere, direttamente o attraverso le organizzazioni intergovernative internazionali e regionali e altri organismi competenti, attività di ricerca e di valutazione scientifica, e di

cooperarvi, sostenendo la ricerca sulle cause e sulle conseguenze del consumo di tabacco e dell'esposizione al fumo del tabacco, nonché la ricerca di colture di sostituzione; e

b) di promuovere e di rafforzare, con il sostegno delle organizzazioni intergovernative internazionali e regionali ed altri organismi competenti, la formazione ed il sostegno di tutti quelli che partecipano ad attività di lotta al tabagismo, compresa la ricerca, l'attuazione e la valutazione.

2. Le Parti realizzano, a seconda dei casi, programmi di sorveglianza nazionale, regionale e mondiale sull'ampiezza, sulle tendenze, sulle cause e sulle conseguenze del consumo di tabacco e dell'esposizione al fumo di tabacco. A tale scopo, le Parti inseriscono i programmi di sorveglianza del tabagismo nei programmi di sorveglianza della salute a livello nazionale, regionale e mondiale affinché i dati siano comparabili e possano essere analizzati a livello regionale e internazionale, se del caso.

3. Le Parti riconoscono l'importanza dell'aiuto finanziario e tecnico delle organizzazioni intergovernative internazionali e regionali e di altri organismi. Ogni parte si sforza:

a) di realizzare progressivamente un sistema nazionale di monitoraggio epidemiologico del consumo di tabacco e dei relativi indicatori sociali, economici e sanitari;

b) di cooperare con le organizzazioni intergovernative internazionali e regionali e altri organismi competenti, compresi gli organismi governativi e non governativi, al monitoraggio regionale e mondiale del tabacco e allo scambio di informazioni sugli indicatori di cui al paragrafo 3.a) del presente articolo; e

c) di cooperare con l'Organizzazione Mondiale della Sanità all'elaborazione di linee direttrici o di procedure generali per raccogliere, analizzare e diffondere i dati di monitoraggio con riguardo al tabacco.

4. Le Parti, conformemente alla loro legislazione interna, incoraggiano e favoriscono lo scambio di informazioni scientifiche, tecniche, socio-economiche, commerciali e giuridiche di pubblico dominio, nonché informazioni riguardanti le pratiche dell'industria del tabacco e la coltura del tabacco in rapporto alla presente Convenzione, tenendo conto dei bisogni speciali degli Stati Parte paesi in via di sviluppo e degli Stati Parte ad economia in transizione e adottando delle misure a tale riguardo. Ogni Parte si sforza:

a) di stabilire progressivamente e di mantenere una banca dati aggiornata riguardante le leggi ed i regolamenti sulla lotta al tabagismo e, se del caso, un insieme di informazioni sulla loro applicazione, nonché sulla giurisprudenza pertinente, e di cooperare alla realizzazione di programmi di lotta al tabagismo a livello regionale e mondiale;

b) di stabilire progressivamente e di mantenere una banca dati aggiornata riguardante i programmi di monitoraggio nazionali, conformemente al paragrafo 3 a) del presente articolo; e

c) di cooperare con le organizzazioni internazionali competenti per avviare progressivamente e mantenere un sistema mondiale incaricato di raccogliere e di diffondere regolarmente informazioni sulla produzione di tabacco, sulla fabbricazione di prodotti del tabacco e sulle attività dell'industria del tabacco che hanno un impatto sulla Convenzione o sulle attività nazionali di lotta al tabagismo.

5. Le Parti dovranno cooperare, in seno alle organizzazioni intergovernative internazionali e regionali e alle istituzioni finanziarie e di sviluppo di cui sono membri, per promuovere ed incoraggiare la fornitura di risorse tecniche e finanziarie al Segretariato al fine di aiutare gli Stati Parte in via di sviluppo e gli Stati Parte ad economia in transizione a fare fronte ai propri obblighi in materia di ricerca, di monitoraggio e di scambio di informazioni.

Articolo 21
Notifica e scambio di informazioni

1. Ogni Parte sottopone alla Conferenza delle Parti, attraverso il Segretariato, dei rapporti periodici sull'attuazione della presente Convenzione, che dovranno includere:

a) informazioni sulle misure legislative, esecutive, amministrative od ogni altra misura adottata per l'attuazione della Convenzione;

b) informazioni, se del caso, sulle difficoltà od ostacoli che essa ha incontrato nell'attuazione della Convenzione, e sulle misure adottate per risolverli;

c) informazioni, se del caso, sull'aiuto finanziario e tecnico fornito o ricevuto per attività di lotta al tabagismo;

d) informazioni sul monitoraggio e la ricerca come specificato all'articolo 20; e

e) le informazioni contemplate agli articolo 6.3, 13.2, 13.3, 13.4d), 15.5 e 19.2.

2. La frequenza e la forma dei rapporti presentati dall'insieme delle Parti sono determinate dalla Conferenza delle Parti. Ogni Parte redige il suo rapporto iniziale entro due anni dall'entrata in vigore della Convenzione per questa Parte.

3. La Conferenza delle Parti, conformemente agli articoli 22 e 26, esamina le disposizioni per aiutare gli Stati Parte in via di sviluppo e gli Stati Parte ad economia in transizione, che ne fanno richiesta, ad adempiere ai propri obblighi conformemente al presente articolo.

4. La notifica e lo scambio di informazioni in base alla Convenzione sono regolamentati dal diritto nazionale relativo alla riservatezza e alla vita privata. Le Parti proteggono, come convenuto fra di esse, ogni informazione riservata che viene scambiata.

Articolo 22
Cooperazione nei campi scientifico, tecnico e giuridico e fornitura di competenze connesse

1. Le Parti cooperano direttamente o attraverso organismi internazionali competenti per rafforzare la loro capacità di fare fronte agli obblighi che derivano dalla presente Convenzione, tenendo conto dei bisogni degli Stati Parte in via di sviluppo e delle Parti ad economia in transizione. Questa cooperazione facilita, nelle condizioni convenute di comune accordo, il trasferimento di competenze tecniche, scientifiche e giuridiche e di tecnologia per stabilire e rafforzare le strategie, i piani ed i programmi nazionali di lotta al tabagismo tendenti in particolare a:

a) favorire la messa a punto, il trasferimento e l'acquisizione di tecnologie, conoscenze, competenze e capacità legate alla lotta al tabagismo

b) fornire competenze tecniche, scientifiche e giuridiche o di altro tipo per stabilire e rafforzare le strategie, i piani ed i programmi nazionali di lotta al tabagismo destinati ad attuare la Convenzione, in particolare:

   i) sostenendo, su richiesta, l'elaborazione di una base legislativa solida nonché di programmi tecnici tendenti in particolare a dissuadere le persone dal cominciare a fumare, ad incoraggiarli a smettere di fumare e a proteggerli contro l'esposizione al fumo del tabacco;
   ii) aiutando, se del caso, i lavoratori del tabacco a trovare altri mezzi di sussistenza appropriati economicamente e giuridicamente validi, in modo economicamente e giuridicamente valido; e
   iii) aiutando, se del caso, i coltivatori di tabacco a passare ad altre colture in modo economicamente valido;

c) a sostenere dei programmi di formazione o di sensibilizzazione ben concepiti, adattati al personale interessato, conformemente all'articolo 12;

d) a mettere a disposizione, all'occorrenza, tecniche, materiale, attrezzature e forniture, ed anche sostegno logistico necessari alle strategie, ai piani ed ai programmi per la lotta al tabagismo.

e) a definire i metodi di lotta al tabagismo, compreso quello per il trattamento completo contro l'assuefazione alla nicotina; e

f) a promuovere, se del caso, la ricerca tendente a rendere il costo della cura completa contro l'assuefazione alla nicotina più abbordabile.

2. La Conferenza delle Parti incoraggia e facilita il trasferimento di competenze tecniche, scientifiche e giuridiche e di tecnologia con il sostegno finanziario ottenuto secondo le modalità previste all'articolo 26.

PARTE VIII: DISPOSIZIONI ISTITUZIONALI E RISORSE FINANZIARIE

Articolo 23
Conferenza delle Parti

1. E' istituita una Conferenza delle Parti. La prima sessione della Conferenza sarà convocata dall'Organizzazione Mondiale della Sanità entro un anno dall'entrata in vigore della presente

Convenzione. La Conferenza determinerà il luogo e la data delle future sessioni ordinarie nel corso della sua prima sessione.

2. Sessioni straordinarie della Conferenza delle Parti possono avere luogo in qualsiasi altro momento se la Conferenza lo ritiene necessario, o su richiesta scritta di una Parte, a condizione che entro sei mesi dalla data di comunicazione alle stesse da parte del Segretariato della Convenzione, tale richiesta sia appoggiata da almeno un terzo delle Parti.

3. La Conferenza delle Parti adotterà il suo regolamento interno per consenso nella sua prima sessione.

4. La Conferenza delle Parti adotterà per consenso il proprio regolamento finanziario che sarà applicabile anche al finanziamento degli organi sussidiari che essa potrebbe istituire nonché delle disposizioni finanziarie che regolamenteranno il funzionamento del Segretariato. Nel corso di ogni sessione ordinaria, essa adotta un bilancio per l'esercizio finanziario che termina nella sua sessione ordinaria successiva.

5. La Conferenza delle Parti esamina regolarmente l'applicazione della Convenzione e adotta le decisioni necessarie per promuoverne l'efficace attuazione; essa puo' adottare protocolli, allegati ed emendamenti alla Convenzione, conformemente agli articoli 28, 29 e 33. A tale scopo, la Conferenza:

a) incoraggia e facilita lo scambio di informazioni, conformemente agli articoli 20 e 21;

b) incoraggia ed orienta l'elaborazione ed il miglioramento periodico di metodologie paragonabili per la ricerca e la raccolta di dati, oltre a quelli previsti all'articolo 20, riguardanti l'attuazione della Convenzione;

c) incoraggia, a seconda dei casi, l'elaborazione, l'applicazione e la valutazione di strategie, di piani e programmi, nonché di politiche, leggi ed altre misure;

d) esamina i rapporti sottoposti dalle Parti conformemente all'articolo 21 e adotta rapporti periodici sull'attuazione della Convenzione;

e) incoraggia e facilita la mobilitazione di risorse finanziarie per l'attuazione della Convenzione, conformemente all'articolo 26;

f) crea gli organi sussidiari necessari per raggiungere l'obiettivo della Convenzione;

g) richiede, a seconda dei bisogni, i servizi, la cooperazione e le informazioni fornite dalle organizzazioni ed organi competenti e pertinenti del sistema delle Nazioni Unite e di altre organizzazioni internazionali, organizzazioni intergovernative regionali e organizzazioni ed organi non governativi al fine di rafforzare l'attuazione della Convenzione; e

h) studia altre azioni, all'occorrenza, per raggiungere l'obiettivo della Convenzione, alla luce dell'esperienza acquisita nell'attuazione di quest'ultima.

6. La Conferenza delle Parti fissa i criteri di partecipazione degli osservatori ai suoi dibattiti.

Articolo 24
Segretariato

1. La Conferenza delle Parti designerà un segretariato permanente e organizzerà il suo funzionamento. La Conferenza delle Parti si sforzerà di espletare questo compito nella sua prima sessione.

2. Fino al momento in cui sarà designato e stabilito un Segretariato permanente, le funzioni di segretariato della presente Convenzione saranno assicurate dall'Organizzazione Mondiale della Sanità.

3. Le funzioni del Segretariato sono le seguenti:

a) organizzare le sessioni della Conferenza delle Parti e di ogni organo sussidiario e fornir loro i servizi necessari;

b) trasmettere i rapporti che esso riceve conformemente alla Convenzione;

c) aiutare le Parti che ne fanno richiesta ed in particolare i paesi in via di sviluppo e le Parti ad economia in transizione, a compilare e a comunicare le informazioni richieste conformemente alle disposizioni della Convenzione;

d) stabilire rapporti sulle sue attività in virtù della Convenzione sotto l'autorità della Conferenza delle Parti e sottoporli alla Conferenza delle Parti;

e) assicurare, sotto l'autorità della Conferenza delle Parti, il coordinamento necessario con le organizzazioni intergovernative internazionali e regionali ed altri organismi competenti;

f) adottare, sotto l'autorità della Conferenza delle Parti, le disposizioni amministrative o contrattuali necessarie al buon espletamento delle sue funzioni; e

g) adempiere alle altre funzioni di segretariato precisate dalla Convenzione e da uno qualsiasi dei suoi protocolli, nonché alle altre funzioni che potranno essergli assegnate dalla Conferenza delle Parti.

Articolo 25
Relazioni tra la Conferenza delle Parti e le organizzazioni intergovernative

Al fine di assicurare la cooperazione tecnica e finanziaria richiesta per raggiungere l'obiettivo della presente Convenzione, la Conferenza delle Parti puo' sollecitare la cooperazione delle

organizzazioni intergovernative internazionali e regionali competenti, comprese le istituzioni finanziarie e di sviluppo.

Articolo 26
Risorse finanziarie

1. La Parti riconoscono l'importante ruolo che hanno le risorse finanziarie per il raggiungimento dell'obiettivo della presente Convenzione.

2. Ogni Parte fornisce un sostegno finanziario in favore delle attività nazionali tendenti a raggiungere l'obiettivo della Convenzione, conformemente ai piani, priorità e programmi nazionali.

3. Le Parti incoraggiano, se del caso, l'utilizzo delle vie bilaterali, regionali, sub-regionali ed altre vie multilaterali per fornire fondi destinati all'elaborazione e al rafforzamento dei programmi completi e multisettoriali di lotta al tabagismo degli Stati Parte in via di sviluppo e degli Stati Parte ad economia in transizione. Soluzioni di ricambio economicamente valide alla produzione del tabacco, ed in particolare la diversificazione delle colture, devono essere previste e sostenute nel quadro di strategie di sviluppo durevole elaborate a livello nazionale.

4. Le Parti rappresentate nelle organizzazioni intergovernative internazionali e regionali competenti e le istituzioni finanziarie e di sviluppo incoraggiano tali entità a fornire un'assistenza finanziaria agli Stati Parte in via di sviluppo e agli Stati Parte ad economia in transizione, al fine di aiutarli a far fronte ai loro obblighi in virtù della Convenzione, senza limitazione al diritto di partecipazione in seno a tali organizzazioni.

5. Le Parti convengono che:

a) per permettere alle Parti di fare fronte ai loro obblighi in virtù della Convenzione, tutte le risorse potenziali ed esistenti pertinenti, siano esse finanziarie, tecniche o di altro tipo, sia pubbliche che private, che sono disponibili per le attività di lotta al tabagismo, devono essere mobilitate ed utilizzate in favore di tutte le Parti, soprattutto dei paesi in via di sviluppo e dei paesi ad economia in transizione;

b) il Segretariato consiglia gli Stati Parte in via di sviluppo e gli Stati Parte ad economia in transizione, su loro richiesta, sulle fonti di finanziamento esistenti, al fine di aiutarli a compiere i loro obblighi in virtù della Convenzione;

c) in base ad uno studio effettuato dal Segretariato e ad altre informazioni pertinenti, la Conferenza delle Parti esamina nella sua prima sessione le fonti ed i meccanismi d'assistenza esistenti e potenziali, e determina in quale misure esse sono adeguate;

d) la Conferenza delle Parti tiene conto dei risultati di questo esame per determinare se occorre rafforzare i meccanismi esistenti o creare un fondo mondiale di contributi volontari od ogni altro meccanismo di finanziamento appropriato per canalizzare risorse supplementari, se necessario, verso gli Stati Parte in via di sviluppo e gli Stati Parte ad economia in transizione ed aiutarli cosi' a realizzare gli obiettivi della Convenzione.

PARTE IX: COMPOSIZIONE DELLE CONTROVERSIE

Articolo 27
Composizione delle controversie

1. Se nasce una controversia fra due o più Parti a proposito dell'interpretazione e dell'applicazione della presente Convenzione, le Parti interessate cercano di dirimerla per le vie diplomatiche, con il negoziato, o con qualsiasi altro mezzo pacifico di loro scelta, ricorrendo anche ai buoni uffici o alla mediazione di un terzo o alla conciliazione. In caso di fallimento, le Parti in causa sono tenute a continuare i loro sforzi per raggiungere una soluzione.

2. Quando ratifica, accetta, approva o conferma formalmente la Convenzione o vi aderisce, o in qualsiasi momento successivo, ogni Stato od ogni organizzazione di integrazione economica regionale puo' dichiarare per iscritto al Depositario che accetta come vincolante il fatto di sottoporre una controversia che non sia risolta conformemente al paragrafo 1 del presente articolo, ad un arbitrato ad hoc, conformemente alle procedure adottate per consenso da parte della Conferenza delle Parti.

3. Le disposizioni del presente articolo si applicano nei confronti di qualsiasi protocollo tra le Parti al suddetto protocollo, salvo se disposto diversamente nel suddetto protocollo.

PARTE X: ELABORAZIONE ULTERIORE DELLA PRESENTE CONVENZIONE

Articolo 28
Emendamenti alla presente Convenzione

1. Ogni Parte puo' proporre degli emendamenti alla presente Convenzione. Tali emendamenti vengono esaminati dalla Conferenza delle Parti.

2. Gli emendamenti alla presente Convenzione sono adottati dalla Conferenza delle Parti. Il testo di ogni emendamento proposto alla Convenzione viene comunicato dal Segretariato alle Parti sei mesi prima della sessione nel corso della quale viene proposto per essere adottato. Il Segretariato comunica altresi' gli emendamenti proposti ai firmatari della Convenzione e, per conoscenza, al Depositario.

3. Le parti non lesinano sugli sforzi per raggiungere un accordo per consenso riguardo ad ogni emendamento proposto alla Convenzione. Se tutti gli sforzi in tal senso sono stati esauriti e se nessun accordo è stato raggiunto, l'emendamento viene adottato, in ultima istanza, con un voto a maggioranza di tre quarti delle Parti presenti e votanti alla sessione. Ai fini del presente articolo, si intende per Parti presenti e votanti le Parti presenti e che esprimono un voto favorevole o contrario. Ogni emendamento adottato viene comunicato dal Segretariato al Depositario che lo trasmette a tutte le Parti per accettazione.

4. Gli strumenti di accettazione degli emendamenti sono depositati presso il Depositario. Ogni emendamento adottato conformemente al paragrafo 3 del presente articolo entra in vigore tra le Parti che lo hanno accettato il novantesimo giorno successivo alla data di ricezione, da parte del Depositario, degli strumenti d'accettazione depositati da almeno i due terzi delle Parti alla Convenzione.

5. L'emendamento entra in vigore nei confronti di ogni altra Parte il novantesimo giorno successivo alla data del deposito da parte della suddetta Parte, presso il Depositario, del suo strumento di accettazione dell'emendamento.

Articolo 29
Adozione ed emendamenti degli allegati alla presente Convenzione

1. Gli allegati alla presente Convenzione e gli emendamenti relativi sono proposti, adottati e entrano in vigore secondo la procedura descritta nell'articolo 28.

2. Gli allegati alla Convenzione fanno parte integrante della stessa e, salvo espressa disposizione contraria, ogni riferimento alla presente Convenzione è anche un riferimento ai suddetti allegati.

3. Gli allegati conterranno solo degli elenchi, dei moduli e diversi altri elementi di descrizione relativi alle questioni procedurali, scientifiche, tecniche o amministrative.

PARTE XI: DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 30
Riserve

Nessuna riserva potrà essere fatta alla presente Convenzione.

Articolo 31
Denuncia

1. In qualsiasi momento successivo ad un periodo di due anni a partire dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti di una Parte, la suddetta Parte puo' denunciare la Convenzione con notifica scritta al Depositario.

2. La denuncia prenderà corso dopo un periodo di un anno a partire dalla data nella quale il Depositario ne avrà ricevuto notifica, o in una qualsiasi data ulteriore eventualmente specificata nella notifica.

3. Si ritiene che ogni Parte che avrà denunciato la Convenzione , avrà denunciato anche ogni protocollo a cui essa è Parte.

Articolo 32
Diritto di voto

1. Ogni Parte alla presente Convenzione dispone di un voto, fatte salve le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo.

2. Le organizzazioni d'integrazione economica regionale dispongono, per esercitare il loro diritto di voto nei campi di loro competenza, di un numero di voti uguale al numero dei loro Stati membri che sono Parte alla Convenzione. Tali organizzazioni non esercitano il loro diritto di voto se uno qualsiasi dei loro Stati membri esercita il suo e inversamente.

Articolo 33
Protocolli

1. Ogni Parte puo' proporre dei protocolli. Tali proposte sono esaminate dalla Conferenza delle Parti.

2. La Conferenza delle Parti puo' adottare dei protocolli alla presente Convenzione. Viene tutto messo in opera affinché tali protocolli siano adottati per consenso. Se tutti gli sforzi per raggiungere un consenso sono stati esauriti e che nessun accordo è intervenuto, il protocollo viene adottato, in ultima istanza, a maggioranza dei tre quarti delle Parti presenti e votanti alla sessione. Ai fini del presente articolo, si intende per Parti presenti e votanti le Parti presenti che esprimono un voto favorevole o contrario al protocollo.

3. Il testo di ogni protocollo proposto viene comunicato dal Segretariato alle Parti almeno sei mesi prima della sessione in cui viene proposto per essere adottato.

4. Solo le Parti alla Convenzione possono essere Parti ad un protocollo.

5. I protocolli alla convenzione sono vincolanti solo per le Parti ai protocolli in questione. Solo le Parti ad un protocollo possono adottare decisioni su questioni che interessano esclusivamente il suddetto protocollo.

6. Le condizioni di entrata in vigore di ogni protocollo sono regolamentate dal suddetto strumento.

Articolo 34
Firma

La presente Convenzione sarà aperta alla firma di tutti i membri dell'Organizzazione Mondiale della Sanità e degli Stati che non sono membri dell'Organizzazione Mondiale della Sanità ma sono membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite nonché delle organizzazioni di integrazione economica regionale, presso la Sede dell'Organizzazione Mondiale della Sanità a Ginevra dal 16 giugno 2003 al 22 giugno 2003, in seguito presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York dal 30 giugno 2003 al 29 giugno 2004.

Articolo 35
Ratifica, accettazione, approvazione, conferma formale o adesione

1. La presente Convenzione è sottoposta alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione o all'adesione degli Stati e alla conferma formale o all'adesione delle organizzazioni d'integrazione economica regionale. Sarà aperta all'adesione all'indomani del giorno in cui essa cesserà di essere aperta alla firma. Gli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione, conferma formale o di adesione saranno depositati presso il Depositario.

2. Ogni organizzazione di integrazione economica regionale che diventa Parte alla Convenzione, senza che nessuno dei suoi Stati membri ne sia Parte, è vincolata da tutti gli obblighi enunciati nella Convenzione. Quando uno o più Stati membri di una di queste organizzazioni sono Parte alla Convenzione, l'organizzazione ed i suoi Stati membri stabiliscono le loro rispettive responsabilità per quel che riguarda il compimento dei loro obblighi in virtù della Convenzione. In tal caso, l'organizzazione ed i suoi Stati membri non sono abilitati ad esercitare simultaneamente i loro diritti conformemente alla Convenzione.

3. Le organizzazioni di integrazione economica regionale nei loro strumenti di conferma formale, o nei loro strumenti di adesione, indicano l'estensione delle loro competenze nei campi regolamentati dalla Convenzione. Tali organizzazioni notificano altresi' ogni modifica importante dell'estensione delle loro competenze al Depositario che ne informa a sua volta le Parti.

Articolo 36
Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data del deposito del quarantesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conferma formale o di adesione presso il Depositario.

2. Nei confronti di ogni Stato che ratifica, accetta o approva la Convenzione, o vi aderisce, previo adempimento delle condizioni enunciate al paragrafo 1 del presente articolo riguardo all'entrata in vigore, la Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data di deposito, da parte del suddetto Stato, del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

3. Nei confronti di ciascuna delle organizzazioni di integrazione economica regionale che deposita uno strumento di conferma formale o uno strumento di adesione previo adempimento delle condizioni di cui al paragrafo 1 del presente articolo per quel che riguarda l'entrata in vigore, la Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data del deposito, da parte della suddetta organizzazione, del suo strumento di conferma formale o di adesione.

4. Ai fini del presente articolo, nessuno degli strumenti depositati da un'organizzazione di integrazione economica regionale deve essere considerato come aggiuntivo rispetto agli strumenti già depositati dagli Stati membri della suddetta organizzazione.

Articolo 37
Depositario

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite sarà il Depositario della presente Convenzione e degli emendamenti relativi e dei protocolli ed allegati adottati conformemente agli articoli 28, 29 e 33.

Articolo 38
Testi facenti fede

L'originale della presente Convenzione, i cui testi inglese, arabo, cinese, spagnolo, francese e russo fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CIO', i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO A GINEVRA il 21 maggio duemilatre

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2540):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (D'ALEMA) il 19 aprile 2007.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 29 maggio 2007, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, VII, X e XII.

Esaminato dalla III commissione il 20 giugno e 2 agosto 2007.

Esaminato in aula l'11 settembre 2007 ed approvato il 12 settembre 2007.

Senato della Repubblica (atto n. 1793):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 ottobre 2007, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 7ª, 9ª, 10ª, 12ª e Questioni regionali.

Esaminato dalla 3ª commissione il 15 gennaio 2008.

Esaminato in aula ed approvato il 27 febbraio 2008.

08G0090

AUGUSTA IANNINI, *direttore*

ALFONSO ANDRIANI, *redattore*
DELIA CHIARA, *vice redattore*

(G802016/1) Roma, 2008 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. - S.

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

CANONI DI ABBONAMENTO ANNO 2008 (salvo conguaglio) (*)

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE I (legislativa)

			CANONE DI ABBONAMENTO
Tipo A	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:		
	(di cui spese di spedizione € 257,04)	- annuale	€ **438,00**
	(di cui spese di spedizione € 128,52)	- semestrale	€ **239,00**
Tipo A1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:		
	(di cui spese di spedizione € 132,57)	- annuale	€ **309,00**
	(di cui spese di spedizione € 66,28)	- semestrale	€ **167,00**
Tipo B	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte Costituzionale:		
	(di cui spese di spedizione € 19,29)	- annuale	€ **68,00**
	(di cui spese di spedizione € 9,64)	- semestrale	€ **43,00**
Tipo C	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti della CE:		
	(di cui spese di spedizione € 41,27)	- annuale	€ **168,00**
	(di cui spese di spedizione € 20,63)	- semestrale	€ **91,00**
Tipo D	Abbonamento ai fascicoli della serie destinata alle leggi e regolamenti regionali:		
	(di cui spese di spedizione € 15,31)	- annuale	€ **65,00**
	(di cui spese di spedizione € 7,65)	- semestrale	€ **40,00**
Tipo E	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:		
	(di cui spese di spedizione € 50,02)	- annuale	€ **167,00**
	(di cui spese di spedizione € 25,01)	- semestrale	€ **90,00**
Tipo F	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	(di cui spese di spedizione € 383,93)	- annuale	€ **819,00**
	(di cui spese di spedizione € 191,46)	- semestrale	€ **431,00**
Tipo F1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari con i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	(di cui spese di spedizione € 264,45)	- annuale	€ **682,00**
	(di cui spese di spedizione € 132,22)	- semestrale	€ **357,00**

N.B.: L'abbonamento alla GURI tipo A, A1, F, F1 comprende gli indici mensili
Integrando con la somma di € 80,00 il versamento relativo al tipo di abbonamento alla *Gazzetta Ufficiale* - parte prima - prescelto, si riceverà anche l'**Indice Repertorio Annuale Cronologico per materie anno 2008.**

CONTO RIASSUNTIVO DEL TESORO

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **56,00**

PREZZI DI VENDITA A FASCICOLI
(Oltre le spese di spedizione)

Prezzi di vendita:		
	serie generale	€ 1,00
	serie speciali (escluso concorsi), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo serie speciale, *concorsi*, prezzo unico	€ 1,50
	supplementi (ordinari e straordinari), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Bollettino Estrazioni, ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Conto Riassuntivo del Tesoro, prezzo unico	€ 6,00

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

5ª SERIE SPECIALE - CONTRATTI ED APPALTI

(di cui spese di spedizione € 127,00)	- annuale	€ **295,00**
(di cui spese di spedizione € 73,00)	- semestrale	€ **162,00**

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE II

(di cui spese di spedizione € 39,40)	- annuale	€ **85,00**
(di cui spese di spedizione € 20,60)	- semestrale	€ **53,00**

Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione (oltre le spese di spedizione) € 1,00
I.V.A. 20% inclusa

RACCOLTA UFFICIALE DEGLI ATTI NORMATIVI

Abbonamento annuo		€ **190,00**
Abbonamento annuo per regioni, province e comuni - SCONTO 5%		€ **180,50**
Volume separato (oltre le spese di spedizione)	€ 18,00	

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

Per l'estero i prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, anche per le annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, devono intendersi raddoppiati. Per il territorio nazionale i prezzi di vendita dei fascicoli separati, compresi i supplementi ordinari e straordinari, relativi ad anni precedenti, devono intendersi raddoppiati. Per intere annate è raddoppiato il prezzo dell'abbonamento in corso. Le spese di spedizione relative alle richieste di invio per corrispondenza di singoli fascicoli, vengono stabilite, di volta in volta, in base alle copie richieste.

N.B. - Gli abbonamenti annui decorrono dal 1° gennaio al 31 dicembre, i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno e dal 1° luglio al 31 dicembre.

RESTANO CONFERMATI GLI SCONTI IN USO APPLICATI AI SOLI COSTI DI ABBONAMENTO

ABBONAMENTI UFFICI STATALI
Resta confermata la riduzione del 52% applicata sul solo costo di abbonamento

* tariffe postali di cui al Decreto 13 novembre 2002 (G.U. n. 289/2002) e D.P.C.M. 27 novembre 2002 n. 294 (G.U. 1/2003) per soggetti iscritti al R.O.C.

€ 4,00